

ÉDITION FRANÇAISE

Vol.1 #6, nov. décembre. 08



**NORTHSTAR**



**COMPASS**



*С Новым годом!*

**QUE LA PAIX ET LA JOIE RÉGNENT DANS  
VOS COEURS EN CETTE ANNÉE 2009**

## ÉDITORIAL



La crise du système de l'impérialisme mondial dans tous ses aspects, économiques, sociaux, politiques et militaires, s'approfondit.

Il devient de plus en plus urgent et nécessaire, pour nous guider dans notre travail pratique, d'en faire une analyse objective. La désinformation, toujours associée à la propagande devient de plus en plus sophistiquée et manipule et intoxique ainsi l'esprit non seulement des masses, mais même celui de gens plus aguerris et de marxistes sincères.

Plus les contradictions inter-impérialistes s'approfondissent, plus la désinformation se complique et plus elle devient complexe.

Il est de la plus haute importance de dénoncer toutes ces manœuvres. C'est la volonté et la préoccupation

majeure de cette édition française de NSC de dénoncer toute cette stratégie afin d'éclairer tous nos lecteurs sur tous les événements mondiaux les plus importants.

C'est dans cet esprit que nous choisissons les articles que nous vous présentons.

On peut souvent s'étonner de la faiblesse de nos analyses, et notre manque de vigilance. Il nous est impossible dans le cadre de notre publication de réaliser des études en profondeur sur tous les sujets essentiels.

C'est-à-dire que nous devons nous efforcer d'assimiler les meilleurs travaux théoriques.

Il nous faut étudier et étudier en gardant toujours à l'esprit qu'une des causes de la désagrégation finale de l'URSS, c'est la faiblesse idéologique et le manque de prise de conscience et d'éducation théorique des masses. Staline nous a dit bien des choses à propos de cet événement. Il a fait plu-

sieurs mise en garde. La discussion sur l'expérience du PCUS sous Staline doit être soutenue.

« *L'anti-stalinisme a été le cheval de Troie de l'anti-communisme, introduit au sein du Mouvement communiste international* » (Nina Andréeva). Ça ne l'oublions pas.

Les conditions objectives pour la révolution sont là, mais ce sont les conditions subjectives qui freinent la victoire. De là l'importance de se préparer idéologiquement pour combattre et vaincre tous ces courants antisocialistes tout spécialement ceux qui se manifestent dans nos rangs. « *Organisons nous à ce que le facteur subjectif ne fasse pas défaut quand les conditions objectives de la prise du pouvoir seront présentes, car aujourd'hui, si la prise du pouvoir n'est pas encore à l'ordre du jour, toutes les conditions objectives sont réunies.* »

## Choukran Muntadar ! Merci au combattant ?



### Cher Muntadar,

Comme des millions de gens dans le monde, j'ai souvent serré les poings de rage en voyant les crimes impunis de Bush. J'aurais tant aimé l'avoir en face de moi... Lui faire ressentir ne serait-ce que la millième partie de la peur et des souffrances infligées à tant d'innocents !

Vous l'avez fait. Quel courage, en

sachant qu'un gouvernement de marionnettes vous le ferait payer. Mais vous avez choisi d'incarner notre révolte à tous face aux guerres du pétrole, guerres du dollar, guerres du mensonge.

S'il y avait une Justice, vous seriez décoré, Bush jugé pour crimes contre l'humanité et les États-Unis devraient payer des dommages à l'Irak-martyr.

Choukran (merci), Muntadar !

MICHEL COLLON

Qui est l'homme qui a lancé une, puis deux chaussures sur George W. Bush, dimanche, lors de la conférence de presse que le président des États-Unis donnait, en compagnie du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki ?

L'homme est un journaliste, qui a fait le choix de sortir de son rôle de

journaliste. Il s'appelle Mountazer al-Zaïd, il est le correspondant depuis 2005 de la télé sunnite irakienne Al-Baghdadia, basée au Caire.

Alors que le président américain pronostiquait une victoire proche, le journaliste de 29 ans a hurlé: "Voici un cadeau des Irakiens. C'est le baiser de l'adieu, espèce de chien!" Et lui a lancé dessus ses chaussures, l'une après l'autre, en continuant de crier:

"De la part des veuves, des orphelins, et de tous ceux qui ont été tués en Irak!"

Le geste, plutôt inhabituel, est d'une force symbolique extrême, d'autant plus qu'il est associé à l'insulte suprême dans le monde arabe: "chien".



## RÉFLEXIONS SUR LE THÈME « CONTRE-RÉVOLUTION »

Article publié dans le journal biélorusse  
« Vpériod »  
Nos. 6 et 7 (170 et 171), juin-juillet 2008



V.D. KADÈTE  
Docteur des sciences historiques  
Membre du P.C.B.tU.



Une discussion s'est instaurée dans les pages du journal «Sovetski vachine» («Le Combattant soviétique») sur la contre-révolution en Union soviétique. Dans son article «La contre-révolution» publié dans les numéros 12 de 2007 et 1 de 2008 de ce journal, son auteur, Lyoubov' Pribîtкова.,

s'est appliquée à montrer les sources de la contre-révolution. Elle y déclare que le parti, le P.C.U.S., a dégénéré, qu'il s'est éloigné du marxisme-léninisme et qu'il est devenu révisionniste. De nombreux membres du parti se sont révélés être des traîtres. Une telle déclaration a indigné G. O. Zlatogorov, membre du P.C.U.S. depuis 1943 [qui à cette époque ne s'appelait d'ailleurs pas P.C.U.S., mais P.C.(b.)tUS] et combattant de la Grande Guerre patriotique.

La terrible apostrophe de G. O. Zlatogorov a suivi dans son article «Réponse à La contre-révolution». «... a-t-elle le droit moral de porter de telles appréciations?». Il faut croire qu'elle l'a. Et plus loin, Zlatogorov écrit: «Elle a collé ses étiquettes de traîtres à des millions de communistes en même temps, lesquels étaient aux premiers rangs des participants aux transformations qui ont métamorphosé l'Union soviétique en un puissant État». Oui, il en fut effectivement ainsi. Mais c'était avant la Grande Guerre patriotique.

Dans les années de la guerre, de nombreux membres du parti, qui avaient participé aux événements d'Octobre, à la guerre civile et à l'édification du socialisme, ont péri

sur les fronts de la Guerre patriotique. **Le P.C.(b.)tUS a perdu plus de trois millions de ses meilleurs fils.** Cela représente plus de la moitié des membres du parti et près du tiers de tous les combattants soviétiques tombés pendant la guerre.

Après la guerre, le parti est devenu tout autre par sa composition. Il a été rénové par de nouveaux jeunes cadres. Il avait grand besoin d'une sérieuse formation idéologique. Mais on manquait de beaucoup de choses et il n'y avait pas suffisamment d'enseignants qualifiés, de spécialistes des techniques et moyens de propagande et de propagandistes pour les mettre en œuvre afin d'élever le travail d'éducation politique des membres du parti et même de l'ensemble de la population à un haut niveau.

C'est à cette même époque que se sont affirmés dans leur champ de formation politique les Volkogonov et les Yakovlev avec leurs points de vue et leur état d'esprit petit-bourgeois.

Les œuvres de K. Marx, de Fr. Engels, de V. I. Lénine ont été étudiées de manière sélective sur des articles particuliers et des citations triées. Après le XXe Congrès du

P.C.U.S., on s'est généralement efforcé d'oublier I. V. Staline. C'était les pensées et les idées des secrétaires généraux qui avaient seules droit de cité, lesquels avaient renoncé à appliquer les décisions et les réorganisations de la direction du parti prévues et adoptées par le XIXe Congrès du parti et qui devaient poser la première pierre de l'activité du nouveau Parti communiste de l'Union soviétique (le P.C.U.S. ).

L. Pribîtkova a raison lorsqu'elle déclare qu'à la veille du XXe Congrès (1956), le parti était malade d'opportunisme, qu'il commençait à s'éloigner des positions de classe et qu'à la veille de son 80e Anniversaire, le P.C.U.S. avait cessé pour de bon d'être communiste». Cette conclusion est confirmée par toute l'activité du Comité central, des secrétaires de différents niveaux et de la majorité absolue des membres de base du parti à cette époque.

Il n'y a pas eu d'indignation ni de protestations déclarées lorsque Khrouchtchov est intervenu contre I. V. Staline, le calomniant et ruinant par cela même la foi en la justesse de l'orientation qui avait été donnée à l'édification du socialisme dans les années d'après-guerre.

Les membres actifs du parti, y compris ceux qui avaient une ancienneté militaire dans le parti, n'ont pas protesté contre l'abolition de la dictature du prolétariat dans le pays. La façon dont on comprend la nécessité de la dictature du prolétariat est, suivant l'expression de V. I. Lénine, le papier de tournesol qui permet de déterminer l'appartenance aux communistes-bolchéviks.

Les communistes du P.C.U.S. ont facilement consenti à vivre dans un État qui n'était plus celui des ouvriers et des paysans, mais des petites-bourgeois, de l'ensemble du peuple. Ils ont consenti à appeler leur parti non plus parti de la classe ouvrière, mais parti du peuple tout entier, y

compris également des couches petite-bourgeoises de la population. Ils n'ont pas protesté contre la nomenklatura qui exonérait de leur responsabilité les dirigeants d'organisations du parti qui commettaient des fautes. La nomenklatura, qui a joué un rôle positif dans les années vingt et trente, est devenue, dans les années soixante-dix, un parti dans le parti ne pensant plus qu'à ses seuls intérêts personnels.<sup>1</sup>

Et pour finir, il y avait plus de 70 p. 100 de communistes dans les soviets suprêmes de différents niveaux, mais ils ont approuvé les Accords de Beloveja et ont voté la destruction de l'Union soviétique<sup>2</sup>. Ce sont eux qui ont adopté la loi «De la coopération», la loi «De la privatisation» des biens appartenant au peuple. Tandis qu'au XXVIIIe Congrès du P.C.U.S., la majorité des délégués a voté pour la ligne du marché pour le développement, ce qui signifiait le passage du pays au capitalisme. Il en découle que le P.C.U.S. s'est prononcé, dans sa majorité absolue, pour le renoncement au Pouvoir soviétique. Il a adopté la proposition d'introduire le régime présidentiel à la place de la direction collective personnifiée par le Présidium du Soviet suprême et d'instaurer un gouvernement présidentiel parlementaire bourgeois, non soviétique, comme ceux de l'Occident et des États-Unis d'Amérique.

Seule une voix s'est élevée de Léninegrad, la voix d'une femme courageuse, Nina Alexandrovna Andréyeva, qui s'est manifestée ouvertement pour protester contre la prés-troïka gorbatchyovienne. Pourtant, même après cette critique, tous ces «léninistes fidèles» ont continué de se taire.

La lutte de classe qui s'est déployée dans le pays a divisé le P.C.U.S. en plusieurs fractions. Des membres du parti ont formé la «plate-forme démocratique», fraction la plus nombreuse qui est devenue l'ennemi

déclaré du Pouvoir soviétique et des idées communistes. Il s'est agi d'une formation social-démocrate d'orientation pro-occidentale niant toutes les réalisations du Pouvoir soviétique.

Il s'est également constitué au sein du P.C.U.S. une «Plate-forme marxiste» qui s'est prononcée pour une économie mixte, pour la propriété privée collective et qui s'est placée sur des positions anarcho-syndicalistes de développement de l'économie. Cette plate-forme a donné naissance à de nombreux partis «communistes» nationaux qui nient la lutte de classe, l'internationalisme et les idées fondamentales de V. I. Lénine et de I. V. Staline. Ils nient même la thèse de K. Marx suivant laquelle «la lutte de classe mène inéluctablement à la dictature du prolétariat, laquelle ne constitue elle-même qu'un passage vers l'anéantissement de toutes les classes vers la société sans classes» (Œuvres choisies, t. 4, p. 510). Ce sont des partis petites-bourgeois par essence, bien qu'ils se disent «communistes». Il y en a deux en Biélorussie:

\* le Parti biélorusse des communistes (P.B.d.C.; sigle biélorusse et russe: PKB) qui coopère étroitement avec les associations nationalistes bourgeoises. Il n'accepte pas les idées de V. I. Lénine et encore moins celles de I. V. Staline. Ce parti lorgne vers l'Occident et se prononce contre le Président A. G. Loukachenko, mais il ne nie pas le gouvernement parlementaire bourgeois. Son orientation: un «marché civilisé» et un «patronat honnête»,

\* le Parti communiste de Biélorussie (P.C.B.; sigle biélorusse et russe: KPB). Il soutient complètement la politique intérieure et étrangère du Président Loukachenko qui est orientée sur le passage du pays au capitalisme, sur le soutien du petit et moyen patronat et sur la consolidation de la propriété privée des moyens de production.

Ces partis sont composés de communistes ayant une longue ancienneté pré-gorbatchyovienne d'appartenance au parti. Si dans le premier de ces deux partis (le P.B.d.C.) prédominent l'intelligentsia et les anciens fonctionnaires du parti de l'échelon inférieur, dans le second par contre (le P.C.B.), ce sont les anciens fonctionnaires du parti des échelons moyen et supérieur qui dirigent.

En analysant l'idéologie et la pratique de ces partis, on ne saurait qualifier les membres qui les composent de communistes.

Un groupe de bolcheviks, qui défendaient et défendent toujours fermement les idées de Lénine et de Staline, s'est également organisé au sein du P.C.U.S. Par la suite, les bolcheviks des républiques de l'ancienne U.R.S.S., en tant qu'internationalistes conséquents, se sont rassemblés au sein du Parti communiste des bolcheviks de toute l'Union soviétique (le P.C.B.tUS; sigle russe: VKPB). (Ce parti a été créé le 08-11-1991 immédiatement après l'interdiction du P.C.U.S.) Le P.C.B.tUS se prononce pour la renaissance: du Pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du socialisme comme période de transition vers la société communiste. Pour ce faire, les communistes-bolchéviks on en vue sept conditions qu'il est indispensable d'observer lors de l'édification du socialisme.

1. La dictature du prolétariat (de la classe ouvrière).

2. La propriété sociale des moyens de production et des principaux instruments de travail.

3. La nationalisation de toutes les banques et leur fusion en une seule banque d'État.

4. La conduite planifiée de l'économie avec direction à partir d'un seul centre.

5. La suprématie de l'idéologie marxiste-léniniste.

6. La création de forces armées capables de défendre l'État socialiste.

7. L'étouffement impitoyable de la contre-révolution.

Ces lois objectives ont été définies par I. V. Staline lors de son entretien avec Mao Zedong en décembre 1949.

Des millions de carriéristes, de conjoncturistes, de gens cupides ont pénétré dans le P.C.U.S., mais qui ensuite, ayant senti que l'on ne pouvait pas en tirer profit pour soi-même, ont jeté leur carte du parti aux orties et se sont mis à répandre des ordures sur leur parti. Malheureusement, il n'y a pas eu pendant longtemps d'épuration dans le parti comme au cours des années vingt et trente, ce qui aurait pu le débarrasser de son lest inutile. Nombre d'entre eux déclarent à présent: «Oui mais moi je conserve ma carte du parti!». Visiblement, à tout hasard, pour le cas où, comme l'a fait le général-traître Vlassov. Lorsque le juge d'instruction lui a demandé pour quelle raison il avait conservé sa carte du parti, il a répondu: «À tout hasard». Ainsi, que tout change tout à coup, et il serait redevenu «communiste», Voilà! Une telle absence de principes est caractéristique de nombre de ces conservateurs de leurs documents d'appartenance au P.C.U.S.

Le parti s'est peu à peu engorgé d'éléments petits-bourgeois qui ont tranquillement accepté la nouvelle ligne politique et la nouvelle pensée politique de Gorbatchyov; la liquidation de leur propre parti et du pouvoir soviétique, l'effondrement de leur pays.

Vaut-il la peine, comme l'affirme G. O. Zlatogorov, de justifier et de louer tous les membres du P.C.U.S. et, en particulier, ceux de son Comité central et de son Bureau politique? Certainement pas. D'ailleurs, on ne comprend pas très bien dans quelle catégorie de «communistes» du P.C.U.S. l'auteur de l'article «Ré-

ponse à -La contre-révolution», se range-t-il lui-même ni ce qu'il s'estime être: un bolchevik ou un «communiste moderne», On aimerait bien qu'il nous le précise.

Notre malheur est que, lorsque nous avons étudié l'histoire du P.C.U.S., le matérialisme historique et les autres sciences humaines, nous avons fort peu prêté attention aux œuvres des classiques du marxisme-léninisme. Même les auteurs des articles, G. O. Zlatogorov et Lyoubov' Pribîtкова, tentent, après que le fait de la contre-révolution se soit accompli, de rechercher les causes de la défaite du socialisme en partant de leur propre conception du monde et de leurs propres déductions, sans recourir aux idées des dirigeants reconnus du mouvement communiste. Cela montre que ces contradicteurs fonctionnent dans l'état d'esprit des années soixante. On sent l'enseignement du trotskiste Khrouchtchov et du social-démocrate Gorbatchyov qui prescrivaient de ne pas étudier les œuvres des classiques du marxisme-léninisme et de ne pas se guider sur elles. Pourtant, K. Marx, V. I. Lénine et I. V. Staline ont fourni un matériau d'information des plus précieux dans leurs œuvres pour comprendre les causes de la contre-révolution qui a eu lieu.

K. Marx n'a jamais affirmé que l'histoire ne se développe qu'en ligne droite. Il n'a pas nié la possibilité des reculades, des fuites en avant et des défaites, des envolées et des chutes des forces révolutionnaires.

V. I. Lénine et I. V. Staline ont averti du danger qui se cachait pour le jeune État socialiste soviétique, de la possibilité d'un retour au capitalisme. Ils ont mis en lumière les causes qui engendrent le capitalisme et ont montré quelles sont les forces et les circonstances qui peuvent faire naître les idées bourgeoises et les organisations de la bourgeoisie. V. I. Lénine et I. V. Staline ont indiqué

quelles sont les méthodes de lutte contre les idées et les tendances au retour du capitalisme, à la destruction du socialisme.

En exposant son Rapport sur la révision du programme du parti et sur le changement de nom du parti lors du VIIe Congrès extraordinaire du P.C. (b.)R., V. I. Lénine a déclaré franchement: «penser que l'on ne nous rejettera pas en arrière est une utopie». Et plus loin: «Nous disons que, en présence de tout rejet en arrière, sans renoncer à l'utilisation du parlementarisme bourgeois " si les forces de classe qui nous sont hostiles nous acculent à cette vieille pratique, nous marcherons vers ce que l'expérience nous a permis d'acquérir: vers le pouvoir soviétique, vers le type soviétique d'État, vers un État du type de la Commune de Paris» (Œuvres compl., t. 36, p. 54; éd. en russe).

Lors du VIIIe Congrès des soviets (décembre 1920), V. I. Lénine a franchement posé la question: «La Russie peut-elle revenir au capitalisme?». Et il a lui-même répondu: «Oui, elle le peut, pour le moment» (Œuvres compl., t. 42, p. 381; éd. en russe).

La bourgeoisie, même renversée, dispose encore d'une grande force et d'avantages. Cette force consiste en argent, en relations, en expérience de l'organisation de la gestion, dans l'art militaire et en ce que certaines couches petites-bourgeoises seront toujours prêtes à soutenir un coup de force contre-révolutionnaire et à suivre la bourgeoisie.

V. I. Lénine a également étayé d'arguments les causes qui pourraient entraîner -- et qui à présent, peut-on dire ont entraîné-la défaite du socialisme et la liquidation du pouvoir soviétique. Il a dit: «personne ne pourra nous détruire, si ce ne sont nos propres erreurs" (Œuvres compl., t. 42, p. 249; éd. en russe). «Personne au monde n'est en mesure de compromettre les marxistes révolutionnaires s'ils ne se compromettent pas

eux-mêmes» (Œuvres compl., t. 44, p. 93; éd. en russe).

Il est arrivé que les dirigeants du P.C.U.S. se sont compromis, qu'ils se sont placés sur la voie de la social-démocratie et de la trahison. Nous, les communistes de la base, peut-être n'avons-nous pas été d'accord avec une chose ou une autre, mais nous nous sommes tus, approuvant de ce fait la voie révisionniste de Khrouchtchov-Gorbatchov. Nous n'avons pas été alarmés par la déclaration d'Andropov qui ne savait plus dans quelle société lui et nous vivions.

L'avertissement de V. I. Lénine se rapporte aux premières années du pouvoir soviétique. Mais cela peut encore, après nos nombreuses victoires émousser notre conscience aux déclarations alarmantes de notre guide.

Au cours des années qui ont suivi, I. V. Staline, tout comme V. I. Lénine, voyait le danger qui menaçait le pouvoir soviétique et il en a averti. À la question qui lui a été posée à l'Université Sverdlov de Moscou (1924): «Y a-t-il un danger pour le pouvoir soviétique?». I. V. Staline a répondu: «Il Y en a un». Et il en a énuméré les causes.

Première cause: perte de la perspective communiste et le liquidationnisme qui lui est lié. C'est-à-dire que la liquidation du pouvoir soviétique est la conséquence de la perte de la perspective communiste.

Deuxième cause: dégénérescence idéologique du parti et la trahison qui lui est liée. En même temps que cela, la trahison n'est pas la cause, comme l'écrivent certains communistes, mais la conséquence de la dégénérescence idéologique.

Troisième cause: amoindrissement du mouvement communiste international et du mouvement de libération nationale et, lié à cela, l'accroissement du nationalisme.

Nous voyons combien I. V. Staline avait raison. Ses prédictions se sont réalisées. Nous avons commencé à perdre les perspectives communistes avec la déclaration de Khrouchtchov suivant laquelle «la génération présente de soviétiques vivra sous le communisme». Mais 15 à 20 ans se sont écoulés et le communisme n'a pas été au rendez-vous. Nous avons commencé à vivre plus mal. Une telle déclaration et son résultat ont sapé la foi en l'idée communiste.

Y a-t-il eu dégénérescence du parti? Oui, il y a eu dégénérescence. Le renoncement aux idées staliennes de passage au communisme telles que Staline les a exposées dans son ouvrage «Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.», la diffamation contre I. V. Staline en personne, le dénigrement de toute la période durant laquelle il a dirigé le Pays des Soviets et l'édification du socialisme, tout cela a déterminé le doute dans la justesse de l'idée léniniste de la possibilité d'édifier le socialisme, puis il y a eu la dégénérescence de nombreux dirigeants du parti et de l'État. C'est sur ce fond que sont apparus des traîtres tels que Gorbatchov, Yakovlev, Chévardnadzé, Bokatine, Yeltsine et d'autres.

Au seuil des années quatre-vingt, le mouvement de libération nationale aussi s'est affaibli. De nombreuses anciennes colonies d'Asie et d'Afrique avaient obtenu leur libération et étaient devenues relativement indépendantes. La nécessité se présentait aux anciennes métropoles d'Angleterre, de France, de Belgique, des É.-U.. d'unir leurs efforts dans la lutte contre le communisme qui était le principal soutien de la lutte de libération nationale. Mais le rassemblement des forces communistes elles-mêmes s'est trouvé empoisonné par l'eurocentrisme et le social-démocratisme, en particulier en Europe. Le Parti communiste de l'Union

soviétique, qui était le chef de file, s'est écarté des idées de Marx, de Lénine et de Staline. Ses rangs ont été frappés par le révisionnisme de Khrouchtchov et par l'opportunisme de Brejnev et d'Andropov. Les voilà les causes idéologiques de la contre-révolution en Union soviétique. Il n'y a pas lieu de s'étonner du fait que de nombreux anciens communistes ne se sont pas retrouvés en prison, mais sont devenus présidents de républiques bourgeoises. Une lutte a toujours eu lieu au sein du parti entre les noyaux prolétariens et les manifestations petites-bourgeoises de certains dirigeants. Lénine, Staline, Molotov, Kaganovitch, Kirov ont eu à mener la lutte contre les menchéviks, les liquidateurs, les otzovistes,<sup>3</sup> les communistes de gauche, les déistes,<sup>4</sup> l'opposition ouvrière, les trotskistes, les boukhariniens, les déviationnistes de droite et «de gauche».

Les esprits curieux se tournent vers l'histoire du bolchevisme et, en particulier, s'appliquent à étudier et à comprendre les rapports de classe qui existaient dans les années vingt et trente du siècle dernier et qui jettent la lumière sur les événements d'aujourd'hui. Le développement et la consolidation des rapports socialistes dans ces années-là et, en particulier, la nature de l'apparition des différentes «déviations» dans le parti lui-même présentent un certain intérêt pour nous. L'examen des causes de l'apparition des déviations «de gauche» et de droite et de leurs conséquences pour le destin de l'État soviétique et de ses citoyens au cas où elles auraient été victorieuses nous donne la clé de la compréhension des causes des processus qui ont abouti à la liquidation du P.C.U.S., à l'effondrement de l'U.R.S.S. et à la défaite du socialisme.

À ce propos, on a envie de s'arrêter sur l'intervention de I. V. Staline au Plénum du Comité oblastal de Moscou et de la Commission de con-

trôle de Moscou du P.C.(b.)tUS en octobre 1928. Dans son rapport, Staline a posé la question: «Existe-t-il chez nous, au Pays des Soviets, des conditions rendant possible le rétablissement (la restauration) du capitalisme?». Et il a répondu lui-même: «Oui, de telles conditions existent». Ces conditions consistent en ce que «... nous n'avons pas encore déraciné le capitalisme. Mais où donc ces racines nichent-elles? Elles nichent dans la production marchande, dans la petite production de la ville et de la campagne» (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 226; éd. en russe).

Comme l'indiquait Lénine, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie en permanence, chaque jour, chaque heure, spontanément et à grande échelle, massivement. Pour liquider la petite production, a souligné I. V. Staline, il faut de nombreuses années de travail idéologique, éducatif, et le développement de l'économie.

Existait-il au Pays des Soviets une possibilité d'empêcher le rétablissement du capitalisme? I. V. Staline a répondu: «Oui, il en existe une ... Pour cela, il faut renforcer la dictature du prolétariat, renforcer l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie, développer nos leviers de commande sous l'angle de l'industrialisation du pays ... transférer toute notre économie nationale sur une nouvelle base technique, la coopération massive de l'économie paysanne et l'élévation de son rendement, le regroupement graduel des exploitations paysannes individuelles en exploitations collectives sociales» (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 227; éd. en russe).

Il est mentionné dans son discours que «le prolétariat ne vit pas sous vide, mais dans l'environnement de la petite production. Les éléments petits-bourgeois engendrés par la petite production environnent le prolétariat de tous côtés d'un climat petit-

bourgeois, ils l'en imprègnent, l'en pervertissent, suscitent en permanence à l'intérieur du prolétariat des manifestations à répétition du manque de caractère, du fractionnement, de l'individualisme petits-bourgeois, du passage de l'enthousiasme à l'abattement» (V. I. Lénine). Et ils introduisent ainsi dans le prolétariat et dans son parti certaines incertitudes, certains flottements» (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 230; éd. en russe).

De la déviation de droite, on a commencé à en parler à la fin des années vingt. Son danger réside dans la sous-estimation des forces des ennemis du socialisme, des forces du capitalisme, dans l'incompréhension de la mécanique de la lutte de classe dans les conditions de la dictature du prolétariat. Ce danger consistait également en ce que les communistes disposés à la déviation sociale-démocrate, opportuniste, de droite faisaient facilement des concessions au capitalisme, ils demandaient et créaient les conditions de l'enrichissement des éléments capitalistes, se prononçaient pour l'assouplissement du monopole du commerce extérieur.

«... la victoire de la déviation de droite dans notre parti, -- a mentionné I. V. Staline, -- aurait délié les forces du capitalisme, elle aurait miné les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenté les chances de rétablissement du capitalisme dans notre pays» (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 231; éd. en russe). Paroles prophétiques!

Le danger de la déviation «de gauche» (trotskiste) consistait en ce qu'elle surestime la force de nos ennemis, la force du capitalisme, ne voit pas la possibilité d'édifier le socialisme par les forces de notre pays, sombre dans le désespoir et est forcé de se consoler par des bavardages sur un coup de force thermidorien de notre parti (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 231; éd. en russe).

Plus tard, dans ses interventions aux plénums du C.C. du P.C. (b.) tUs en novembre 1928 et en janvier, février et avril 1929, I. V. Staline a nommé les inspirateurs idéologiques de la déviation de droite. Ce sont des membres du Bureau politique: Boukharine, *Rïkov*, Tomski qui divergeaient de la ligne générale du parti sur les questions fondamentales.

Boukharine se prononçait pour l'intégration de la classe des koulaks dans le socialisme. Cette idée a été exposée par lui dans son livre «La voie menant au socialisme». L'auteur y déclare que non seulement les koulaks, mais également les capitalistes-concessionnaires s'intègrent dans le socialisme. Selon Boukharine, il arrivait que des capitalistes s'intègrent même dans la dictature du prolétariat. Mais il ne s'agit alors déjà plus d'un État prolétarien, mais d'un État libéral-bourgeois.

Boukharine proposait d'anéantir les classes non pas par la voie d'une lutte de classe acharnée du prolétariat, ce que préconisait Lénine, mais par la voie de l'extinction de la lutte de classe et de l'intégration du capitalisme dans le socialisme.

Boukharine et ses partisans aspiraient à liquider le rôle régulateur de l'État dans le marché, obligeant à ouvrir toutes grandes, comme à présent, les portes de la liberté complète du commerce privé. D'où son slogan: «Enrichissez-vous!».

La déviation de droite se prononçait pour le développement des exploitations paysannes individuelles. C'était le programme du socialisme libéral bourgeois.

Quelles auraient été les conséquences en cas de victoire des idées boukhariniennes dans le parti?

I. V. Staline a répondu: «Cela sera la débâcle idéologique de notre parti, les mains libres pour les éléments capitalistes, l'augmentation des chances de la restauration du capitalisme, ou, comme le disait Lénine; ...,

le retour au capitalisme » (I. V. Staline, Œuvres, t. 11, p. 270; éd. en russe).

Mais où pouvaient bien se trouver les adeptes de la déviation de droite boukharinienne? I. V. Staline a indiqué qu'ils «nichent» dans les appareils soviétiques étatiques et économiques, coopératifs et syndicaux, dans les appareils du parti, ainsi que parmi les éléments les plus divers des couches non prolétariennes, parmi les intellectuels. De concert *avec* eux: une partie des gens issus des autres partis, de gens ayant des points de vue trotskistes, des débris des anciennes fractions du parti, des banqueroutiers du parti qui opèrent dans l'appareil d'État, de l'économie, des coopératives, des syndicats et s'acquièrent avec les éléments bourgeois. C'était le milieu nutritif des déviations de la ligne léniniste.

L'avertissement de I. V. Staline sur le danger de la déviation de droite a par la suite été oublié après l'écrasement idéologique de Boukharine, de *Rïkov* et de Tomski. La Grande Guerre patriotique, la période de reconstruction, la lutte contre le cosmopolitisme ont mis de côté le danger des déviations de droite et de gauche qui existait dans le parti.

L'arrivée au pouvoir de l'ancien mais non démasqué trotskiste Khrouchtchov a drainé dans son sillage toute une série de modifications graduelles de la ligne politique du gouvernement soviétique. Ils ne se sont pas souvenus du danger des déviations. Par suite, ils ont commencé à se manifester sous le slogan de la lutte contre ce qu'ils ont appelé « le culte de la personnalité de Staline ». Tout en se jetant sur I. V. Staline en tant que principal dénonciateur des déviations, Khrouchtchov et ses compagnons d'armes ont nié toute la période héroïque de l'édification du socialisme. Pour que la jeune génération ne soit pas informée des difficultés et des succès de l'édification so-

cialiste, ainsi que du démasquage des déviations trotskistes de gauche et boukhariniennes de droite, les khrouchtchoviens ont interdit d'éditer et d'étudier les œuvres de I. V. Staline. Tous ses ouvrages, dont ses œuvres en 13 volumes, ont été retirés des bibliothèques.

Khrouchtchov et ses compagnons d'armes ont commencé à rompre les liens entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture collective, ils ont liquidé les stations de machines agricoles et de tracteurs (les S.M.T.). Ils ont affaibli la direction centralisée et la planification de l'économie nationale; au lieu de continuer d'abaisser le prix de revient des produits, ils ont introduit le profit comme principal indice du travail des entreprises. Khrouchtchov et ses adeptes ont pris pour principal point d'appui le développement des rapports marchands et monétaires, ce qui a élargi la sphère d'activité du marché, tout en en affaiblissant le contrôle.

La lutte contre la dégénérescence du parti a été affaiblie dans le travail idéologique. C'est I. V. Staline qui a été montré comme principal «ennemi», et non pas les éléments antisocialistes qui avaient accumulé des forces dans le parti, dans l'appareil d'État et parmi les intellectuels. C'est ainsi qu'a été déplacé la ligne de mire de la lutte non plus dans l'axe de l'ennemi de classe, mais dans l'axe du dirigeant de l'État socialiste soviétique.

Il a été déclaré du haut des tribunes du parti qu'il n'y a plus à l'intérieur du pays ni causes ni forces agissant dans le sens de la restauration du capitalisme. D'où le renoncement à la dictature du prolétariat qui s'est ensuivi et la proclamation de l'Union soviétique comme étant l'État de l'ensemble du peuple, et du parti communiste comme étant le parti du peuple tout entier. C'est sur cette base qu'ont été modifiés certains articles

de la Constitution soviétique et des Statuts du parti. Les principes de la sélection des cadres suivant leurs qualités politiques et professionnelles ont été rejetés, ainsi que la nécessité de consolider et de sauvegarder la propriété sociale commune. Tout cela a conduit à un accroissement de la dilapidation des fonds publics de l'État, du vol, des falsifications, à un épanouissement du favoritisme, du népotisme et de la soulographie, à l'apparition des ateliers clandestins et de personnages possédant beaucoup de biens et beaucoup d'argent, volé au peuple.

Par suite du renoncement aux positions de classe en politique et en idéologie, toute une foule de personnages critiques du Pouvoir soviétique et du socialisme a fait son apparition. On a pu voir parmi ceux-ci des retourne-veste, des déviationnistes de droite du type Gorbatchyov, Yakovlev, Chévardnadzé, Volkogonov et autres qui se sont empressés de mettre en pratique les idées «démocratiques» de changement et d'économie de marché dans le développement.

Dans toutes ces idées des gorbatchyoviens, dans l'activité des démocrates, des présidents des anciennes républiques soviétiques, des dirigeants des actuels partis «communistes» comme on les appelle, on retrouve la ligne boukharinienne du marché libre, des prix libres, du renoncement au monopole du commerce extérieur, de l'appel à la création de fermes individuelles et à la destruction des kolkhozes et des sovkhozes, à l'épanouissement de la spéculation et du patronat, à l'enrichissement d'une poignée de capitalistes-oligarques grâce au pillage de la plus grande masse de la population.

Les avertissements de V. I. Lénine et de I. V. Staline sur la possibilité de destruction idéologique et organisationnelle du Parti communiste

et de restauration du capitalisme en Union soviétique se sont malheureusement réalisés.

Ainsi, qui en est coupable? N'est-ce point nous qui, avec nos «chefs» Khrouchtchov, Brejnev, Andropov et Gorbatchyov à notre tête, avons laissé détruire l'État socialiste?

Ayant pris pleinement conscience des erreurs commises par la Direction du P.C.U.S. et connaissant quelles sont les causes du recul vers le capitalisme, nous nous devons de tirer les conclusions qui s'imposent et de définir nos tâches pour la période immédiate.

Les continuateurs de K. Marx, de Fr. Engels, de V. I. Lénine et de I. V. Staline doivent avant tout se rassembler en un parti unique, commun à toute l'Union, bien organisé, hautement discipliné, bolcheviste léniniste-staliniste, et porter un coup aux héritiers des déviations de droite et de gauche, à la social-démocratie et à l'opportunisme. Il est nécessaire de se manifester partout

et de chercher à reconstituer et à revivifier les soviets ouvriers et paysans localement et le Soviet suprême au sommet. Se manifester, en vue de la recréation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Former des cadres pour la future Armée rouge ouvrière et paysanne. Démasquer l'«Union des officiers» comme une «Union des officiers -blancs -» qui se manifeste comme le continuateur de Dénikine, de Vlassov, de Volkogonov et des actuels présidents. Préparer une grève politique générale. Créer un état-major politique des réformes révolutionnaires qui se prononce pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Aucun président ni sa suite hiérarchique, aucun parlement bourgeois ni sa douma ne sortiront jamais les anciennes républiques soviétiques de la crise économique et politique. Durant ces vingt dernières années, ils n'ont rien fait, si ce n'est que per-

mettre à l'OTAN de s'installer à leurs frontières et autoriser l'installation de bases des É.-U. sur leurs territoires. Ils ont permis au capital étranger de piller nos richesses nationales et d'exploiter durement notre peuple. Ils ont privé les travailleurs de leurs avantages sociaux que le Pouvoir soviétique leur avait accordés. Ils ont fait des peuples qui habitent l'Union soviétique des ennemis les uns des autres. Il est temps d'en finir avec l'hostilité et la haine installées par les démocrates entre les républiques de la C.É.I.

Vive l'Union des Républiques socialistes soviétiques! V.D. Kadète, doctorat ès Sc. Hist. Ville de MOGUILYOV, Biélorussie.

-----

1. Nomenklatura, -- on appelle ainsi en russe la liste (c.-à-d. la nomenclature) de tous les postes dont les titulaires étaient nommés, directement par les instances supérieures de l'État, du parti, des syndicats. Ce terme désigne également, en un sens collectif, l'ensemble des personnalités officielles (fonctionnaires de l'État, du parti, des organismes économiques, scientifiques, artistiques, etc.) qui occupent ces postes. Sous le règne du trotskiste Khrouchtchov, ces fonctionnaires ont commencé à jouir de certains privilèges (tels que magasins et établissements de soins réservés, etc.) qui ont grandement contribué à les couper du peuple et à les corrompre en leur instillant une mentalité petite-bourgeoise de privilégiés, ce qui leur a peu à peu attiré un certain mépris de la part des travailleurs qui les appelaient du terme péjoratif de «nomenklaturchiki (nomenclaturiers). (N.d.T.)

2. Accords de Bélovéja, -- accords conclus le 8 décembre 1991 dans la plus totale illégalité et sans aucun pouvoir ni mandat de qui que ce soit entre Yeltsine pour la Russie, Kravtchouk pour l'Ukraine et Chouchkévitich pour la Biélorussie,

mettant fin à l'existence de l'U.R.S.S., au mépris de la volonté du peuple soviétique qui venait de se prononcer clairement neuf mois plus tôt à une écrasante majorité (à plus de 76 p. 100) pour le maintien de l'Union soviétique lors du référendum du 17 mars 1991. Ces accords sont dits «de Bélovéja» du fait que, pour perpétrer leur crime, ces trois scélérats se sont réunis comme des voleurs, à l'abri des regards, au fin fond de l'immense massif forestier de -Bélovéja (du nom du village polonais de Bialowieza)

situé à cheval sur la frontière soviéto-polonaise. (N.d.T.)

3. Otzovistes, – partisans de l'otzovisme qui était un courant opportuniste apparu dans le P.O.S.-D.R. après la révolution de 1905-1907 et qui exigeait le rappel ('otzîv' en russe) des députés sociaux-démocrates de la Douma d'État et le renoncement aux formes légales de la lutte de masse du parti, et qui pratiquait de fait une politique isolant le parti de la classe ouvrière. (N.d.T.)

4. Déistes, – on appelait ainsi les adeptes du déisme, courant philoso-

phico-religieux du Siècle des lumières qui s'est également répandu en Russie au XVIIIe . Le déisme admettait l'existence de Dieu comme cause première du monde, mais lui déniait toute intervention dans le développement de la nature et le destin du monde. (N.d.T.) Voir également sur ce sujet les deux très intéressantes notes au bas des pp. 10 et 11 du no 23, juin 2001, des «N.d'URSS» avec le rappel d'égarements analogues qui ont eu lieu chez nous en France durant la Révolution française et dans la seconde moitié du XXe s.

## D'une crise à l'autre : 1929-2008

Annie Lacroix-Riz

**Nous faisons face à la plus grave crise depuis celle de 1929, disent tous les analystes. Mais que fut cette crise de 1929 ? Quelles en sont les origines ? Quelles en ont été les conséquences ? Retour sur une histoire riche en enseignement.**

Interview de l'historienne Annie-Lacroix-Riz par Julien Versteegh

<http://www.ptb.be/fr/hebdomadaire/article/article/lhistorienne-annie-lacroix-riz-dune-crise-à-lautre-1929-2008.html>

### Les causes de la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. La crise de 1929 est avant tout une crise de surproduction (désigne une production trop importante par rapport à la demande, ndlr) qui se produit au terme des dix ans qui ont succédé la première guerre mondiale qui elle-même avait mis fin à la première grande crise du capitalisme de 1873. La surproduction a entraîné une baisse des taux de profit insupportable pour le capital. Il y avait eu la Première guerre mondiale (1914-1918) qui avait détruit la surproduction, mais

pas assez. En 1920-1921, une crise sévère éclate mais dont le capitalisme international et surtout américain se sort en liquidant beaucoup de capital, en augmentant le chômage etc... Suit une période de très intense accumulation du capital qui se traduit par des concentrations énormes. C'est dans le courant des années 1920 que se constituent les plus grands groupes industriels monopolistes qui existent encore aujourd'hui comme l'IG Farben et les Aciéries réunies (Vereinigte Stahlwerke) en Allemagne, etc. Avec comme corollaire un développement du chômage.

Alors pourquoi cela explose en 1929 ? Il s'est produit exactement les mêmes phénomènes qu'aujourd'hui. Cette énorme concentration du capital a développé des moyens gigantesques de production (des usines gigantesques, ndlr) et pesé négativement sur le taux de profit. Ce phénomène a été accompagné par des phénomènes spéculatifs. Rappelons qu'une des caractéristiques du capital, c'est la dissociation du capital argent de la production, revenons au Capital de Marx. Il y a donc eu une énorme spéculation entre 1924 et 1929, entraînant une différence entre le niveau de

la production matérielle et le niveau de la spéculation.

Comme aujourd'hui, le facteur financier a été non pas la cause de la crise, mais le facteur déclenchant de la crise.

Par exemple aux États-Unis, quelques secteurs avaient connu une croissance remarquable, les industries neuves, l'automobile, l'industrie électrique. Mais d'autres secteurs étaient morts. Il y avait une surproduction structurelle dans l'agriculture, le charbon était en crise, il y avait du chômage massif dans toutes les vieilles industries, l'industrie textile était malade.

Donc comme aujourd'hui, le facteur financier a été non pas la cause de la crise, mais le facteur déclenchant de la crise. Quand on dit aujourd'hui aux gens que c'est une crise différente parce qu'il s'agit d'une crise boursière, c'est complètement faux. Il s'est produit les mêmes mécanismes de surproduction.

### Les conséquences de la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. À un moment donné se pose la question suivante :

comment faire pour que les fractions dominantes du capital conservent un taux de profit jugé suffisant ? Cela suppose que les salaires soient réduits de manière drastique et qu'une partie du capital soit détruite. Les petites entreprises ferment et on licencie massivement des travailleurs. La tendance du capitalisme a toujours été d'abaisser le salaire. Mais en période de crise, il s'agit de tendre pratiquement à ce que le salaire soit réduit au maximum. Il y a donc eu une pression formidable sur les salaires qui entraîne une baisse du niveau de vie de 30, 40 % voir plus. C'est ce qui est arrivé dans une série de pays. Marx l'analyse en permanence : une crise se traduit par l'éviction massive de salariés et donc un chômage de masse, ce que Marx appelle l'armée de réserve, qui est un élément majeur de la réduction du salaire.

Il y avait donc des capacités productives gigantesques mais plus de marché. La spéculation s'écroule et la valeur boursière des firmes ressemble à ce qui se passe aujourd'hui. Le capital est alors obligé d'adapter la production à la situation. La production s'arrête, les marchés se restreignent et c'est la boule de neige.

L'Allemagne est alors la plus touchée. Pourquoi ? Parce que l'Allemagne était alors dans la situation des États-Unis aujourd'hui mais dans une moindre mesure. L'Allemagne était un pays qui vivait complètement à crédit, qui avait largement emprunté depuis 1924. Mais au moment de la crise, les prêteurs rapatrient massivement leurs billes et le pays s'effondre par pans.

Autre facteur, l'Allemagne était un gros producteur de biens de productions, ce qui s'effondre le plus vite en cas de crise. C'est ce qui explique aujourd'hui la situation de l'industrie automobile, ou des machines-outils. Tout ce qui ne relève

pas de la consommation contrainte, alimentaire, etc... peut s'effondrer dans l'année.

## **Chiffrer les conséquences de la crise de 1929**

Annie Lacroix-Riz. L'Allemagne se retrouve avec un chômage total de 50 % et tout le reste en chômage partiel. En 1932, le pays compte 7 millions de chômeurs totaux.

Aux États-Unis, c'est du même ordre. Les États-Unis font partie de ces pays où le capitalisme est le plus concentré, producteurs de biens de production : c'est là que la chute de la production a été la plus extraordinaire. En deux ans, la production industrielle américaine a baissé du tiers. Même chose en Allemagne.

Le capital a tendance à liquider son marché puisqu'il liquide ses salaires. Plus il liquide ses salaires, plus il compte sur le marché extérieur. Mais comme tout le monde fait la même chose, il n'y a plus de marché. L'Allemagne se retrouve en 1932 avec pour l'essentiel un seul client, l'URSS qui était en pleine santé et qui avait des taux de croissance de 15 ? 20 % par an.

Pour le capitalisme, la solution à la crise suppose que les salaires soient réduits de manière drastique.

Et c'est là qu'on comprend la sortie de crise. Le capital qui contrôle l'État exige pour reconstituer les conditions de fonctionnement du capital que les salaires soient complètement écrasés, ce qui est fait par le chômage et par l'action directe sur le niveau des salaires. Il exige que des pans entiers de l'économie soient sacrifiés. Et comme il n'y a plus de marché, qu'il ne lui est plus possible d'ouvrir de marchés pacifiquement, il tente de le faire par la guerre.

## **La Seconde Guerre mondiale, solution à la crise**

Annie Lacroix-Riz. En période de crise, chaque capitaliste essaye de liquider la concurrence des autres en se taillant de nouvelles zones d'exploitation. Comment se tailler de nouvelles zones d'exploitation ? Par la conquête. L'Allemagne a essayé de conquérir le monde, les États-Unis ont essayé de conquérir le monde, l'une et l'autre y sont assez bien arrivés. Et les petits impérialistes essayent de se tailler un petit morceau dans tout ça.

Le capitalisme ne peut gérer la crise que par la guerre générale. La question des peuples est de savoir s'ils vont laisser le capital réduire la crise par la guerre générale. Toute absence de réaction populaire en vue de transformations profondes est une chance de plus donnée à la solution de guerre générale pour réduire la crise.

## **Réaction des gouvernements**

Annie Lacroix-Riz. On dit aux gens un grand mensonge. On leur dit qu'à l'époque, les États ne sont pas intervenus comme aujourd'hui. Mais ils sont intervenus tout de suite, ils ont nationalisé le secteur bancaire. En Allemagne, Heinrich Brüning (catholique), qui est au pouvoir de 1930 à 1932, nationalise de fait le secteur bancaire (qu'Hitler rendra aux banquiers, sans frais, en 1933-1934). Et l'État prend en charge toute une série de secteurs.

Les gouvernements à l'époque ont réagi exactement comme aujourd'hui, en protégeant le grand capital et en accablant les masses populaires.

Le New Deal (plan de relance économique du président américain Roosevelt entre 1933 et 1938) aux États-Unis a été caractérisé d'une part par un financement d'État considérable qui a pesé sur le contribuable seul et d'autre part par la préparation de la guerre. Je signale d'ailleurs que ce qui a fait sortir les États-Unis de la crise, ce n'est pas le New Deal, c'est la guerre.

## **Le rôle des socialistes dans la crise de 1929**

Annie Lacroix-Riz. La social-démocratie a essayé de trouver une solution où elle pouvait. Elle avait très peur des changements profonds. Elle a donc accompagné le capital dans ses tentatives pour résoudre la crise et a accepté la politique du moindre mal. Elle a accepté les baisses de salaires. C'était une stratégie d'accompagnement qui a contribué en Allemagne aux succès d'Hitler.

**Dans les pays où le mouvement révolutionnaire était plus important, où il a été capable de susciter une forte résistance de la population, la social-démocratie a dû consentir à la stratégie des Fronts Po-**

**pulaires qui lui a été imposée.** Les archives de la SFIO (ancêtre du Parti socialiste français) sont très claires. Il y a des pays où le mécontentement des masses orienté par les forces révolutionnaires a été de nature à faire pression sur la social-démocratie. Toute une fraction d'entre elle restant subjectivement alliée au grand capital et accompagnant sa réorganisation drastique. De Man en Belgique et un certain nombre de secteurs de la social-démocratie se sont ralliés à l'extrême droite fasciste.

La crise actuelle donne la parole au peuple pour trouver la solution la plus rapide compte tenu de ce qui risque de se passer.

Il y a donc eu, en fonction des rapports de force, des stratégies différentes. Mais la stratégie défensive des ouvriers n'a jamais été la réponse spontanée des sociaux-démocrates. La réponse spontanée des sociaux-démocrates, c'est la réponse des pays où ils étaient dominants, c'est-à-dire la réponse allemande. On laisse faire et on essaie de limiter le mécontentement populaire.

## **Différences et points communs entre la**

## **crise de 1929 et la crise actuelle ?**

Annie Lacroix-Riz. On peut faire l'analyse qu'au contraire de ce que l'on raconte aujourd'hui, les circonstances de déclenchement de la crise sont des circonstances tout à fait semblables à celle de 1929.

La grande différence, c'est d'abord que la surproduction aujourd'hui est très supérieure à celle de 1929. Dix ans d'accumulation (1919-1929), ce n'est pas 60 ans d'accumulation (1945-2008).

Donc il y a des chances que, annoncée par toute une série de crise cycliques et/ou périphérique (hors du « centre »), cette crise-ci soit d'une ampleur comme on n'en a jamais vu. Si les mécanismes de formation de la crise sont les mêmes qu'autrefois, la crise d'aujourd'hui est plus grave que la crise des années 1930 qui était elle-même plus grave que celle de 1873. Cela ressemble donc aux précédentes, c'est plus grave que les précédentes et cela donne la parole au peuple pour trouver la solution la plus rapide compte tenu de ce qui risque de se passer.



**LE PLUS HAUT STANDARD DE VIE AU MONDE = LES PAUVRES ENRICHISSENT LES RICHES**

# L'HOLODOMOR, NOUVEL AVATAR DE L'ANTICOMMUNISME « EUROPÉEN »

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Depuis novembre 1917 se sont sans répit succédés des campagnes antibolcheviques aussi violentes que diverses, mais celle de « la famine en Ukraine » lancée en 1933 a depuis vingt ans pris le dessus. Elle se déchaîne quand les grands impérialismes, Allemagne et États-Unis en tête, avides depuis le 19<sup>e</sup> siècle de piller les immenses ressources de l'Ukraine, se croient en mesure d'y parvenir. La conjoncture sourit au Reich en 1932-1933, quand *le Sud de l'URSS (Ukraine et autres « terres noires », Nord du Caucase et du Kazakhstan)* fut frappé par une considérable baisse des récoltes et l'ensemble de l'Union par des difficultés d'approvisionnement entraînant le retour à un strict rationnement. Grave « disette », surtout pendant la « soudure » (entre deux récoltes), non spécifiquement ukrainienne, selon la correspondance diplomatique française; « famine » *ukrainienne* selon les rapports de 1933-1934 des consuls allemands et italiens, exploités par les États ou groupes affairés à la sécession de l'Ukraine: Allemagne, Pologne, centre majeur d'agitation à Lwow, et Vatican.

Cette disette ou cette famine résultait de phénomènes naturels et socio-politiques: une sécheresse catastrophique se doubla des effets de la rétention croissante des livraisons (abattage du bétail compris), depuis le tournant des années vingt, par les anciens koulaks (paysans les plus riches) rebelles à la collectivisation. Cette fraction, en lutte ouverte contre le régime soviétique, constituait, en Ukraine, une des bases du soutien à l'« autonomisme », habillage sémantique de la *sécession*,

au bénéfice du Reich, de la région agricole reine des « terres noires », en outre premier bassin industriel du pays. L'appui financier allemand, massif avant 1914, s'était intensifié pendant la Première Guerre mondiale, où l'Allemagne transforma l'Ukraine, comme les Pays Baltes, en base économique, politique et militaire du *démantèlement* de l'empire russe. La République de Weimar, fidèle au programme d'expansion du Kaiser, continua à financer « l'autonomisme » ukrainien. Les hitlériens affichèrent à leur arrivée au pouvoir leur plan de saisie de l'Ukraine soviétique, et *tout* l'autonomisme ukrainien (les fonds policiers, diplomatiques et militaires convergent) se rallia entre 1933 et 1935 au Reich, alors plus discret sur ses visées sur le reste de l'Ukraine.

L'URSS ne contrôlait alors en effet que l'Ukraine orientale (Kiev-Kharkov), redevenue soviétique depuis 1920, après la sécession opérée pendant la guerre civile étrangère: de gros morceaux de l'Ukraine lui avaient été arrachés ou non attribués, en dépit de l'appartenance ethnique de leur population, des promesses françaises, en 1914, de remettre des dépouilles de l'empire austro-hongrois à la Russie tsariste alliée et de la fixation en 1919 de la « ligne Curzon ». L'impérialisme français, un des deux maîtres (avec Londres) de la guerre étrangère faite aux Soviets puis du « cordon sanitaire » qui suivit son fiasco, offrit à la Roumanie dès 1918 la Bessarabie (Moldavie, capitale Kichinev), ancien pan de l'empire russe, et la Bucovine; la Tchécoslovaquie en reçut d'emblée la Ruthénie subcarpathique; la Pologne de Pilsudski, en

1920-1921, l'Ukraine occidentale ou Galicie orientale, naguère autrichienne - capitale Lemberg (en allemand), Lvov (en russe), Lwow (en polonais), Lviv (en ukrainien) -, avec l'aide du corps expéditionnaire français dirigé par Weygand. Et ce alors que la « ligne Curzon » (nom du secrétaire au Foreign Office) avait en 1919 estimé « ethniquement » russe ce territoire, reportant la frontière russo-polonaise de 150 km à l'Ouest de l'Ukraine russe: la « Russie » devait le recevoir de ses alliés quand eux-mêmes et les Blancs auraient chassé les bolcheviques, ce qui ne se produisit point.

Ce distinguo géographique est décisif, car Lwow devint - et Lviv demeure - un centre majeur du tapage sur la « famine en Ukraine » *allemand, polonais et vaticane* qui commença à l'été 1933, c'est à dire *après* qu'une excellente récolte soviétique eut mis fin à la crise des approvisionnements. S'il y avait eu en 1932-1933 famine, portée à son maximum pendant la « soudure » (entre les deux récoltes), juillet 1933 marqua son terme. La campagne fut relayée par tout le camp antisoviétique, États-Unis inclus, où la presse germanophile du groupe Hearst s'en empara. La famine n'avait pas été « génocidaire », ce qu'admettent tous les historiens anglosaxons sérieux, tels R.W. Davies et S. Wheatcroft, non traduits en français, à la différence de Robert Conquest, agent des services secrets britanniques devenu prestigieux « chercheur » de Harvard, idole de la « faminologie » française depuis 1995 <sup>1</sup>. La campagne originelle n'avait même pas brandi le « génocide »: Berlin, Varsovie, le Vatican, etc. maudissaient Staline, les

Soviets ou les judéo-bolcheviques, stigmatisaient leur férocité ou leur « organisation » de la famine et décrivait une Ukraine poussée par la faim au cannibalisme. Les Français, quant à eux, imputaient aux plans sécessionnistes du trio ce vacarme lancé alors que le Reich promettait au dictateur polonais Pilsudski, si celui-ci restituait Dantzig et son corridor, de lui remettre sur un plateau l'Ukraine soviétique qu'ils conquerraient bientôt ensemble : François-Poncet, délégué du Comité des Forges et ambassadeur à Berlin, ricanait des sanglots quotidiens versés par la presse du Reich sur le martyr ukrainien, grosse ficelle à visées extérieures (annexer l'Ukraine) et intérieures (« flétrir les résultats du régime marxiste » 2).

L'abondante correspondance militaire et diplomatique d'époque exclut la thèse de la naïveté des « benêts » prosoviétiques, aveugles, pendant leur voyage de septembre 1933 en Ukraine, aux mensonges et cachotteries de Moscou, tel Édouard Herriot : c'est à dire la thèse soutenue en 1994 par le démographe Alain Blum qui a initié en France le chiffre des « 6 millions de morts ». Ce symbole concurrentiel auxquels les Ukrainiens antisémites tenaient tant – il fallait faire au moins aussi bien que les juifs, avant de faire beaucoup plus, 7, 9, 10, 12, jusqu'à 17 millions à ma connaissance (pour un effectif total d'une trentaine de millions d'Ukrainiens soviétiques) -, fut adopté dans *Le Livre noir du Communisme* en 1997 par Nicolas Werth. Encore celui-ci réfutait-il alors la thèse « génocidaire » qu'il soutient depuis son engagement en « 2000 dans un projet de publication de documents sur le Goulag (6 volumes, sous l'égide de la fondation Hoover et des archives d'État de la Fédération de Russie) » 3. Chiffre doublement irrécusable : 1° Alain Blum le déduit d'estimations démographiques, puisque l'URSS ne fit aucun recensement entre 1926 et 1939 : or, entre ces

dates, dans le cadre d'un boom industriel voué, depuis le début de la grande crise capitaliste, à la défense contre la menace allemande, eurent lieu de gigantesques mouvements de population interrégionaux, affectant particulièrement l'Ukraine agricole collectivisée. La faible croissance de la population ukrainienne entre les deux recensements n'autorise donc pas l'équivalence : déficit démographique égale morts de famine; 2° le mode de calcul de l'estimation est absurde : Alain Blum s'est aligné sur des statisticiens russes qui en 1990 ont regroupé la *décennie* 1930 de pertes présumées - 6 millions - sur *la seule année* 1933 4.

Le chiffre fatidique fut repris par des « soviétologues » français liés, tel Stéphane Courtois, ou non aux champions de « l'Ukraine indépendante » orange. Absurdité suprême, dans l'Ukraine *orientale* seraient donc mortes en quelques mois autant de victimes – voire deux ou trois fois plus – que de juifs furent exterminés, de 1939 et surtout de 1942 à 1944, sur un territoire étendu de la France à l'Oural; et ce sans laisser aucune des traces visibles, photos ou écrits laissés par le génocide nazi.

1 Respectivement, *The Years of Hunger, Soviet agriculture 1931-1933*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, et *Harvest of Sorrow*, New York, Oxford University Press, 1986, traduit en 1995 (et ma mise au point Internet, bibliographie sommaire)

2 Dépêche 727 à Paul-Boncour, Berlin, 5 juillet 1933, Europe URSS 1918-1940, vol. 986, relations Allemagne-URSS, juin 1933-mai 1934, archives du Quai d'Orsay (MAE).

3 <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article98> (site IHTP); sur le rôle antisoviétique officiel de cette fondation étroitement liée au Département d'État, référence de la n. 1.

4 Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 96-99 et n. 61, p. 243.3

C'est dans ce contexte que s'agitèrent en France des groupes « ukrainiens », telle l'association « Ukraine 33 » qu'hébergeait l'archevêché de Lyon, avec pour président d'honneur Mgr Decourtray. Elle relève de l'autorité du Congrès ukrainien mondial, sis à Washington et présidé par Askold S. Lozynskyj, dont le *New-York Times* publia le courrier suivant du 18 juillet 2002 : « quand les Soviets furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers [...] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 [...]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine orientale, les Soviets avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovitch.

Le célèbre historien britannique Norman Davies a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle! » 5.

Ces antisémites frénétiques se montrèrent plus discrets en France, où ils flagornèrent des associations juives et la Ligue des Droits de l'Homme dans des « colloques internationaux » et débats sur « les génocides » (juif, arménien, ukrainien) 6. Ils exigèrent en 2005-2006 mon exclusion de l'université du président de Paris 7

puis du président de la République Jacques Chirac, me taxant de « négationnisme » pour avoir adressé par Internet à mes étudiants un recueil critique (cité plus loin) d'archives sur les bobards de la campagne germano-vaticano-polonaise de 1933-1935. Ils ne me pardonnaient surtout pas d'avoir rappelé en 1996 le rôle, dans l'Ukraine occupée par la Wehrmacht, de l'Église uniète de Galicie orientale soumise au Vatican et confiée à l'évêque (de Lwow), Mgr Szepticky, qui bénit les tueries de la division ukrainienne SS *Galicia* issue des groupements du nazi uniète Stefan Bandera 7. Ajoutons à ces dossiers compromettants pour les hérauts de « l'Holodomor » que j'ose affirmer que la diabolisation du communisme et de l'URSS ne relève pas de l'analyse historique mais de campagnes idéologiques, que, non contente d'être marxiste, je suis juive et qu'un de mes grands-pères a été tué à Auschwitz - fait que j'ai rendu public en 1999, face à une autre campagne 8, et que ces excités connaissaient 9 : tous éléments de nature à les mobiliser.

Faillit se réaliser le rêve d'arracher jusqu'à l'appui des juifs de France à une campagne contre une « judéo-bolchevique » travestie en « négationniste » ! Le harcèlement, contre lequel se dressèrent le Snésup et le PRCF, qui lança en juillet 2005 une efficace pétition soutenue par la (seule) Libre Pensée 10, se relâcha après que les « Ukrainiens » eurent le 25 mai 2006, sous la protection de la police du ministre de l'intérieur N. Sarkozy, rendu hommage à l'Arc de Triomphe au grand pogromiste Petlioura. Émigré en France après ses forfaits de 1919-1920.

5 [http://zustrich.quebec-ukraine.com/news02\\_shmul.htm](http://zustrich.quebec-ukraine.com/news02_shmul.htm), traduction ALR. Le polonophile Davies, qui a obtenu son doctorat à Cracovie, doit sa notoriété à sa minimisation de la destruction des juifs de Pologne, qui l'a opposé à plusieurs historiens amé-

ricains (Lucy S. Davidowicz, Abraham Brumberg et Theodore Rabb).

6 « Mémoires partagées des génocides et crimes contre l'humanité », « colloque international » du « Collectif Reconnaissance », 28-29 avril 2006, ENS Lyon, etc. (documentation Internet intarissable).

7 *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, rééd. 2007, p. 414-417, et *infra*.

8 Quand fut contesté mon travail sur la fabrication et la livraison au Reich de Zyklon B « français » (de l'usine de Villers-Saint-Sépulcre) par la société mixte Ugine-Degesch, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999, index.

9 Et dont leur prose a régulièrement fait état au cours de leur campagne de 2005-2006.

10 Parmi les organisations sollicitées non signataires, le PCF, la Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, diverses associations juives, le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie (APHG), etc. avait été abattu en 1926 par le juif russe émigré Schwartzbard, et la défense de celui-ci avait généré la Ligue contre l'antisémitisme (LICA) devenue en 1979 LICRA. Celle-ci dénonça enfin, le 26 mai 2006, via son président Patrick Gaubert - après plusieurs vaines mises en garde de la prétendue « négationniste » Lacroix-Riz -, ces antisémites de choc. Le tapage des groupuscules « ukrainiens » va-t-il reprendre ici, stimulé par le Parlement européen ?

L'Ukraine occidentale orange, tutrice (officielle) de l'Ukraine entière, occupe à nouveau le centre d'une campagne qui, depuis l'ère Reagan - phase cruciale du démantèlement de la Russie mis en œuvre depuis 1945 par les États-Unis -, doit tout ou presque à

Washington, de même que la précédente devait tout à l'argent allemand. Ses champions empilent les millions de morts d'une Ukraine orientale dont les ressortissants, pourtant concernés au premier chef, n'ont jamais rejoint la meute. La CIA a joué en revanche les chefs d'orchestre, appuyée sur 1° des « Ukrainiens » antisémites et antibolcheviques, collaborationnistes éminents sous l'Occupation allemande, émigrés quand la Wehrmacht fut chassée d'Ukraine ou après mai 1945 aux États-Unis, au Canada ou en Allemagne occidentale; 2° sur certaines universités américaines prestigieuses, dont Harvard et Stanford, relayées ensuite par les universités « occidentales » (Europe orientale incluse) que les financements américains ont gratifiées (en pleine misère des crédits publics de recherche) d'une foule de colloques et commandes éditoriales sur « la famine génocidaire en Ukraine ». Le soutien financier et politique américain a généré la campagne « Holodomor » des gouvernants ukrainiens - qui ont en 2008 érigé en héros national Stefan Bandera, « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne » 11 prétendument « indépendantiste » (pas du Reich), criminel de guerre émigré en 1945 en zone d'occupation américaine, organisateur, depuis sa base de Munich, d'assassinats de masse jusqu'aux années cinquante dans l'Ukraine redevenue soviétique 12. Privé d'un tel soutien, le vacarme s'arrêterait ou perdrait tout écho international. Le « Parlement européen », en reconnaissant le 23 octobre 2008 « l'Holodomor (famine provoquée artificiellement de 1932-1933 en Ukraine) comme "un crime effroyable perpétré contre le peuple ukrainien et contre l'humanité" », révèle sa stricte dépendance envers les États-Unis, maîtres de l'Ukraine « indépendante », en concurrence avec l'Allemagne, dont la grande presse affiche un zèle pro-ukrainien égal à celui de l'actuelle Pologne, héritière

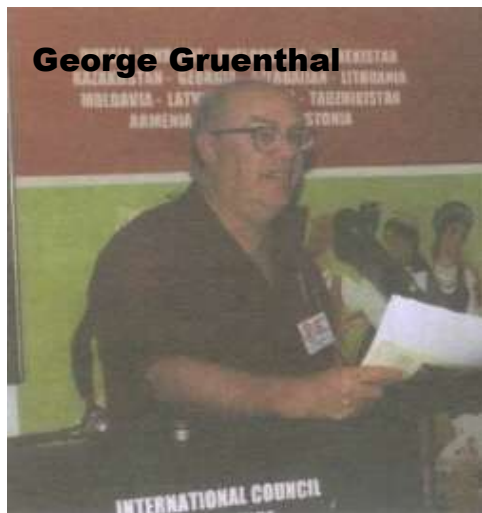
des « colonels » Josef Beck et consorts.

Bibliographie sommaire : conjoncture ukrainienne germano-vaticano-polono-américaine, Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican* (réf. n. 7); *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, rééd. 2007; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, même éditeur, 2008; et surtout mise au point imminente de la synthèse présentée à mes étudiants en 2004, « Ukraine 1933 mise à jour de 2008 », (« Sur la "famine génocidaire stalinienne" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane », [www.historiographie.info](http://www.historiographie.info)), qui a déclenché la fureur des tenants de « l'Holodomor ».

Retenir de la bibliographie Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, épuisé mais téléchargeable: cet ancien photographe y a montré que les photos des campagnes ukrainiennes de 1933-1935 puis de l'ère reaganienne (articles, ouvrages, films) provenaient des collections de la famine de 1921-1922, bilan de 7 ans de guerre mondiale puis de guerre étrangère et civile, et a éreinté de façon très argumentée les sources écrites et photographiques de l'ouvrage maître de Conquest (chapitre 7, « Harvest of déception » (« moisson de tromperie ») et surtout p. 86-90; Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London:

Yale University Press, 2006, qui estime à « 35 000 cadres militaires et du parti en Galicie orientale [soviétique] entre 1945 et 1951 » le bilan des massacres perpétrés par les banderistes, p. 325. 11 Dépêche 30 de Léon Noël, ambassadeur à Varsovie, 15 janvier 1936, SDN, vol. 2169, Pologne, dossier général, février-juillet 1936, MAE. 12 Lacroix-Riz, *Vatican*, loc. cit., Tottle, chap. 9-10 ; Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Urban, 1992, index Bandera ; Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, index Bandera, etc.

## À QUOI POUVONS-NOUS NOUS ATTENDRE DE LA PRÉSIDENTIE D'OBAMA ?



Dans un sens, il n'y a aucun doute que l'élection de Barack Hussein Obama comme Président des États-Unis est historique. Comme le premier président Noir, c'est clair qu'on ne peut plus dire aux Afro-Américains ce qui est réalisable pour eux. Il y a des décades, Malcolm X a écrit dans son autobiographie que,

quand il a dit à son enseignant qu'il voulait être avocat, l'enseignant lui a dit qu'il devrait viser à être quelque chose comme un charpentier, alors que devenir un avocat n'était pas un but "réaliste" pour une personne Noire.

Également, la présidence d'Obama marquera un changement du style de Bush des débridées guerres d'agression unilatérales. Bush a fait du gouvernement américain le plus détesté partout dans le monde, non seulement au Moyen Orient et autres pays dépendants et opprimés, mais aussi parmi le peuple de ses alliés en Europe de l'Ouest. Bush est devenu aussi un des présidents les plus méprisés par une grande section de gens dans les États-Unis. Dans la ville de New York, Obama a gagné par presque 80% du vote sur McCain, qui correctement était vu comme un continuateur des politiques de Bush,

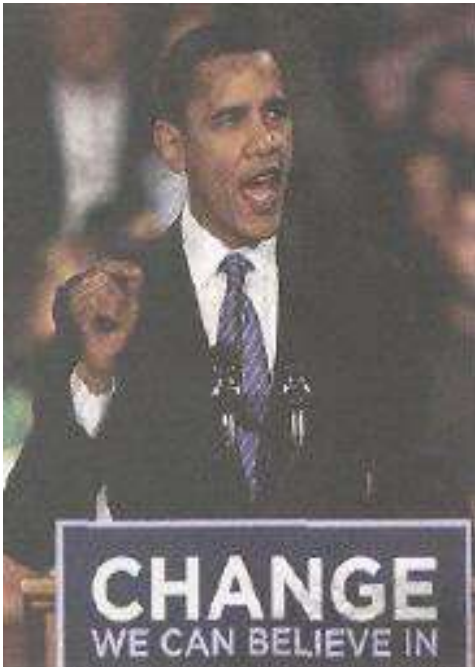
et dans le Bronx, avec son écrasante population Noire et Latine, Obama a gagné avec presque 90% du vote.

Mais Obama n'a pas gagné seulement parce qu'il avait un large soutien populaire. Il a gagné principalement parce qu'il était le préféré évident des principaux secteurs de la classe dirigeante du monopole capitaliste. Sa campagne a dépassé en dépenses celles de McCain par plus de plusieurs millions. Et ceci n'était pas seulement à cause des petites contributions de millions d'Afro-Américains et autres travailleurs mais à cause des gros monopolistes, des compagnies d'huile, d'auto et d'autres secteurs qui ont donné des millions à sa campagne.

Aussi, la majorité des médias bourgeois ont donné leur soutien à Obama. Dans la ville de New York, non seulement le *New York Times*, qui représente le secteur libéral du

capital financier et est principalement destiné à la petite et moyenne bourgeoisie a soutenu Obama. Aussi l'a fait le *Daily News* dont la fonction principale est de diriger la démagogie bourgeoise à la classe des travailleurs. Des grands journaux bourgeois, seulement le *New York Post* le porte-parole des secteurs les plus réactionnaires de la classe gouvernante a soutenu McCain. (Bien sûr, les journaux bourgeois ont totalement ignoré la campagne de Cynthia McKinney, la femme progressive Afro-Américaine qui a conduit une campagne indépendante sur la ligne du Green Party.) Pour voir l'importance de la presse bourgeoise dans les élections, on peut seulement se rappeler l'universelle raillerie dirigée à Howard Dean, le coupant de la course quand il était le principal candidat dans les Primaires Démocrates de 2004, parce qu'il a pris une position contre la guerre en Iraq.

Les élections elles-mêmes ont



montré la réjection évidente des politiques de Bush, non seulement sur la guerre mais aussi sur ses cadeaux au riche. Des millions de nouveaux électeurs ont été enregistrés (quelques

300,000 dans la Ville de New York seulement), la grande majorité d'eux a soutenu Obama. Environ 95% des électeurs Afro-Américains ont soutenu Obama, comme l'ont fait presque 70% des électeurs Latino. Les électeurs blancs dans la majorité (55%) ont voté pour McCain, bien que les électeurs de race blanche dans une écrasante majorité d'état de race blanche (tel que l'IOWA ou New Hampshire) furent dans la majorité pour Obama. C'était des blancs dans la nation Afro-Américaine dans le Black Belt South qui ont voté principalement pour McCain.

### **Qu'est-ce qu'Obama Représente?**

Au commencement de la plus sérieuse crise économique aux États-Unis. (et probablement dans le monde) depuis la Grande Dépression, et pendant le plus grand isolement politique du gouvernement des États-Unis au Pays et à l'étranger, la classe dirigeante compte sur un président Afro-Américain qui entre en fonction sous le slogan "Le Changement Nous Pouvons Y Croire." Mais la candidature d'Obama, particulièrement puisque il a gagné la nomination à la Convention du Parti Démocrate en août, montre les limites de son changement proposé.

Premièrement, Obama a choisi comme Vice-président Joe Biden vieux routier du Parti démocrate. En particulier, Biden a soutenu la guerre en Iraq à son début, et représente des décades d'expérience au service de l'impérialisme américain.

Deuxièmement, Obama a tourné consciemment son dos au mouvement des Afro-Américains. Ceci fut très évident quand il fut forcé par deux fois de nier son ancien pasteur, le Rev. Jeremiah Wright, qui a mis en avant une forme de Théologie de Libération y compris l'utilisation du slogan "Dieu damne l'Amérique" (de

la même façon, que durant le mouvement des Droits Civiques le peuple disait "Dieu damne le Mississippi"). Ceci faisait penser à la façon dont John Kerry, pendant sa campagne présidentielle en 2004, a été forcé de nier son verdict exact sur la nature agressive de la Guerre au Vietnam. Pour être un candidat impérialiste "sérieux" dans les élections aux États-Unis, il faut toujours être préparé à nier la vérité.

Troisièmement, Obama a fait marche arrière sur ses précédentes positions anti-guerre. En ce qui concerne l'Iraq, il a déclaré: "nous devons être aussi prudent à sortir de l'Iraq que nous fûmes négligent à y entrer." De plus, il appelle à envoyer plus de troupes en Afghanistan et même pour le besoin de traverser cette frontière du pays avec le Pakistan dans "la chaude poursuite" de militant, poursuivant la pratique de Bush de bombarder les villages pakistanais.

Quatrièmement, comme opposé à prendre une position "équitable" au Moyen-Orient, Obama s'est engagé à continuer le soutien débridé pour le client principal des États-Unis dans la région, l'Apartheid sioniste-Israël.

Cinquièmement, comme partie d'un effort bipartite à secourir le monopole capitaliste, Obama a joint McCain pour amener à bonne fin le \$700 milliard de sauvetage des grandes corporations, clamant que c'était nécessaire pour ranimer l'économie. Il n'a manifesté aucune intention pour mettre en place un projet de secours pour les millions de gens qui ont déjà perdu leurs maisons ou qui font actuellement face aux saisies, étant expulsés pour l'incapacité à payer leurs loyers, pour ceux qui n'ont pas d'argent pour payer les soins de santé, ou pour tous les travailleurs qui souffrent de la crise capitaliste.

Finalement, les nominations d'Obama à son gouvernement ont

montré son prolongement avec la politique capitaliste traditionnelle. Sa nomination d'Hillary Clinton comme Secrétaire d'État fournit la continuité avec le régime de Bill Clinton. Eric Holder, en dépit d'être le premier Africain-Américain à être désigné au poste de Ministre de la Justice, fut un avocat qui a défendu Chiquita Brands qui a fourni \$1.7 million aux escadrons de la mort Colombiens qui tuaient les syndiqués et autres civils. Et Adolfo Carrion, président d'arrondissement Bronx Borough, et possible candidat pour l'HUD, est connu pour supporter des cadeaux de centaines de millions des contribuables aux grandes corporations privées pour «développer» le Bronx.

Ce n'est pas par accident qu'Obama fut mis en fonction maintenant, comme les États-Unis font face à une crise sévère. Obama devra présider aux réductions à grande échelle dans les services sociaux d'une certaine façon que la classe qui gouverne pense sera plus agréable aux gens que si McCain était le président. Obama peut dire: "Nous aimerions pouvoir fournir des soins de santé abordables pour tous, mais nous n'avons tout simplement pas l'argent maintenant." Ou "Nous aimerions couper les impôts pour 95% des gens, mais nous ne pouvons pas le faire alors que nous avons un déficit énorme du budget." Ceux qui pensent qu'Obama pourra implanter un Nouveau programme qui fournira quelque soulagement immédiat aux masses se sont trompés.

## **Les Tâches des Socialistes Révolutionnaires Aujourd'hui**

Dans la période conduisant aux élections, plusieurs Marxistes-Léninistes authentiques et autres progressistes ont soutenu Cynthia McKinney. McKinney était pour un

six-terme membre du Congrès Démocratique de Géorgie qui est venu adopter des positions progressistes, non seulement appelant pour le retrait de toutes les troupes d'Iraq et d'Afghanistan, mais pour la fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger. Elle a soutenu un projet de programme national de santé. Elle a exigé une investigation authentique de ce qui est arrivée le 11 septembre, 2001, et pour la mise en accusation de George Bush comme Président. Et elle a demandé une Reconstruction de la Nouvelle-Orléans après l'Ouragan Katrina pour le droit au retour de la population à une écrasante majorité Afro-Américaine qui avait habité là. Pour ces positions et autres, elle a fait face à l'écrasante opposition de la direction du Parti Démocratique, qui par deux fois a soutenu son adversaire dans les Primaires Démocrates pour le Congrès. Par la suite elle a quitté le Parti Démocrate pour courir comme candidat indépendant. (Pour une position Marxiste-Léniniste détaillée sur sa campagne, voir "Les Campagnes d'Obama et McKinney pour le Président" par l'Organisation Révolutionnaire du Travail (anciennement Ray O Light Group)) à [www.mltranslations.org/US/ROL/ROL48.htm](http://www.mltranslations.org/US/ROL/ROL48.htm).)

Les Marxistes-Léninistes ont soutenu sa candidature en essayant d'éviter d'aliéner le plus grand nombre de gens, particulièrement les Afro-Américains, qui croient en l'appel d'Obama pour le changement. Nous reconnaissons que la plupart des gens doivent apprendre par leur propre expérience ce qu'Obama vraiment représente, et il n'y a aucun doute qu'ils l'apprendront.

Plusieurs progressistes, qu'ils aient ou non, soutenu Obama dans les élections, s'unissent dans leur soutien des besoins du peuple et dans l'espoir d'un changement, et essaient de cons-

truire l'unité sur un feuillet de demandes pour des besoins fondamentaux, tel que les emplois, le logement, la santé, l'éducation, et contre les guerres d'agression, etc. En tant que révolutionnaires et Marxistes-Léninistes, nous devons prendre part à de telles coalitions, tout en aidant à s'éloigner du piège d'appartenir au Parti Démocrate ou d'essayer de "pousser le Parti Démocrate vers la gauche." C'est de plus notre tâche comme socialiste de préciser que la crise et les guerres d'agression font partie de la nature du capitalisme monopoliste.

Ici nous devons nous inspirer des leçons de la Révolution d'Octobre et de la construction du socialisme en Union Soviétique. Un des premiers actes du gouvernement Soviétique en Octobre 1917 a été de se retirer de la Première guerre impérialiste mondiale et de ratifier un Décret sur la Paix à tous les peuples. Et en même temps alors que tout le monde capitaliste était pris au piège dans une Grande Dépression, l'Union Soviétique abolissait le chômage et développait une économie planifiée socialiste avec le premier des grands Plans de Cinq Ans qui servaient les besoins matériels et culturels grandissant des travailleurs

Durant les années 1930, quand le monde faisait face à la menace du fascisme, Georgi Dimitrov a fait appel aux communistes et à tous les progressistes des États-Unis pour construire un Parti d'Ouvriers et de Paysans. Dans les conditions des États-Unis aujourd'hui, nous avons besoin de construire un parti de classe multinationale des travailleurs et des nations et nationalités opprimées.

George Gruenthal  
De l'Édition anglaise de NSC,  
Vol 17#3  
Traduction Dr Adélar Paquin

## **Colombie**

*Interview de Jaime Guaracas, guérillero légendaire*

# **«Malheureusement, la paix n'est pas entre les mains des FARC»**

par Hernando CALVO OSPINA

Il me reçoit dans ce coin perdu du monde. La chaleur est extrême et la couleur des nuages annonce une averse. Remarquant ma préoccupation, il m'assure que cette maisonnette, faite de bois et de feuilles, a déjà résisté à de nombreuses tempêtes. Je constate que dans cette petite salle, les livres constituent l'unique luxe. Au fil des heures, je m'aperçois que deux photos en sont ses trésors: sur les deux, il pose avec Manuel Marulanda Velez, le commandant des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, FARC, mort récemment.

J'ai devant moi l'un des plus légendaires guérilleros de Colombie: Jaime Guaracas. Il est l'un des mythes révolutionnaires encore en vie, qui a pris part à la fondation et au développement des FARC. Lors de la Septième Conférence, en mai 1982, il a été élu au Secrétariat, la plus haute autorité de cette organisation. Une fonction que son état de santé l'obligera à abandonner.

Il raconte que ses «infirmités», sont apparues petit à petit, conséquences des tortures qui lui furent infligées après son arrestation, le 5 avril 1973 à Cali, au sud-ouest du pays. « Les militaires m'ont enfermé pendant trois mois dans une cellule appelée «dompte-fous» et m'ont soumis aux méthodes les plus sauvages qu'ils avaient apprises auprès des spécialistes étasuniens.»

Guaracas a une mémoire photographique. Il se rappelle quel mois, quel jour et dans quelle rivière, colline, chemin ou village éloigné, se sont produits des événements essentiels de l'histoire colombienne, que bien peu de gens connaissent.

Voici un aperçu de la conversation que j'ai pu avoir avec ce personnage qui n'a pratiquement jamais donné d'interviews.

***D'où êtes-vous originaire, Jaime Guaracas?***

Je viens d'une famille paysanne très modeste qui exploitait un bout de terre dans le Tolima, au sud de la Colombie. Mes parents ont défriché la forêt pour construire deux petites fermes, où nous sommes nés, six garçons et deux filles. Je suis le seul de la famille encore en vie. Ma mère et ma petite sœur sont mortes très jeunes, faute de médecin.

Le 9 avril 1948, après l'assassinat du dirigeant libéral Jorge Eliecer Gaitan, la violence du gouvernement conservateur contre les libéraux et les communistes s'est propagée dans tout le pays. Ma famille a dû faire la même chose que des milliers de paysans: se cacher dans la forêt pour échapper à la mort. Mes frères aînés se sont mis à la recherche d'autres

jeunes qui étaient en train de s'organiser pour défendre leur vie. En effet la police les poursuivait afin de les assassiner, parce qu'ils avaient commis le délit d'être libéraux. Ces jeunes sont devenus des guérilleros qui luttaient contre la dictature fasciste. Moi, j'étais très jeune.

***Quand avez-vous pris part à la lutte de guérilla?***

En 1953, le général Gustavo Rojas Pinilla a pris le pouvoir.

Face à son offre de paix aux rebelles en armes, les guérillas libérales se sont démobilisées. Quelques-uns de ses commandos, qui avaient combattu aux côtés des communistes, ont décidé de s'allier avec le gouvernement militaire pour nous persécuter.

La consigne du gouvernement était de nous éliminer et pour cela, il

comptait sur l'armée, la police, les conservateurs et les libéraux. Alors, dirigés par Jacobo Prias, plus connu sous le nom de «Charro Negro», le chef du mouvement communiste paysan, nous avons décidé de nous replier.

Charro nous a rassemblés. Nous étions environ quatre-vingt guérilleros. Il nous a expliqué que les offres de Rojas Pinilla n'étaient pas ce dont la Colombie et les Colombiens avaient besoin. Que tout cela n'était que mensonge et qu'on s'en apercevrait bientôt. C'est pourquoi il n'acceptait aucune reddition d'armes. Après, il a demandé que ceux qui voulaient le suivre s'avancent d'un pas, ajoutant que ça devait être une décision volontaire, et répétant que la lutte serait longue et dure. Je l'ai fait. J'avais quinze ans à peine.

Avec nous, il y avait le camarade Marulanda, qui s'était joint au mouvement d'autodéfense communiste du Tolima en 1953. Don Pablo, son père, déjà vieux nous accompagnait aussi.

Nous étions trente: 26 hommes et 4 femmes.

### ***Comment s'est poursuivi le processus d'organisation de ce qui allait devenir les FARC?***

Le 27 mai 1964 est considéré comme la date de la fondation des FARC. Ce jour-là notre région a été attaquée. C'était dans le cadre de l'opération Marquetalia qui était une guerre contre-insurrectionnelle préventive. On a dit que cette zone et d'autres étaient des «républiques indépendantes», mais je peux vous assurer qu'il n'en était rien. C'était juste un prétexte pour nous envoyer 16.000 hommes de l'armée, bien équipés, ainsi que des avions, des hélicoptères et l'artillerie.

Les véritables commandants étaient étasuniens. Nous avions de petits appareils de communication, «walkie-talkies» et chaque fois que nous les allumions, nous entendions seulement les gringos. J'en avais assez de les entendre.

Où que nous regardions, il y avait des troupes. Et malgré notre manque d'expérience et de bon armement, et alors que nous n'étions que 52 hommes et 3 femmes, nous les avons affrontés.

### ***Dans ce cas, que signifie «affronter»? C'était la bataille d'une fourmi contre un éléphant!***

Attendre, jusqu'à ce que ceux qui, en particulier, menaient la colonne, arrivent à l'endroit où la carabine pouvait les atteindre. Reculer, et recommencer à attendre.

### ***Cela m'a toujours paru irréel que ce petit nombre de paysans n'ait pas été complètement anéanti.***

Oui, c'est vrai: j'ai leurs noms à tous, ainsi que le nom de leurs petites fermes.

Mais vous voyez, ce fut une très bonne chose, car au milieu de tant de difficultés, cela nous a rassemblés. Alors, le camarade Marulanda nous a demandé: – On résiste ou on se rend? Et nous avons tous dit: Résistons! – Sommes nous libres ou esclaves? Et nous avons répondu: Nous lutterons pour être libres !

### ***D'où vient le nom de FARC? Et à quel moment Manuel Marulanda en a-t-il pris la direction?***

Malgré la poursuite des opérations militaires en 1966, nous avons organisé la Deuxième Conférence, entre avril et mai, dans la région de Duda, département du Meta. C'est là qu'on a discuté et décidé que l'organisation s'appellerait FARC.

Pendant cette Conférence à laquelle ont participé quelque 350 combattants, l'idée que nous avions s'est concrétisée: créer une seule organisation qui regrouperait des forces de différentes zones, sous le commandement d'une seule direction. Il en fut ainsi: on a nommé un état-major, avec à sa tête, le camarade Marulanda. Manuel fut confirmé dans sa fonction de chef, car il l'était déjà depuis l'assassinat de Charro, en janvier 1960. On l'a tous accepté comme tel, car ce rôle lui revenait de façon incontestable.

### ***Entre 1967 et 1970, plus ou moins, les FARC naissantes ont traversé une grave crise due aux coups de l'ennemi. Une fois cette crise surmontée, les FARC ont commencé à faire preuve d'une grande méthodologie politique et militaire. D'où vient-elle, en particulier la militaire? Avez-vous eu des instructeurs?***

C'est une question très importante parce qu'en ce moment on dit beaucoup de choses pour essayer de minimiser l'œuvre d'un groupe

d'hommes qui a tout abandonné pour le bien du peuple colombien.

Quand nous avons dû faire face à l'opération Marquetalia, aucun de nous n'avait d'expérience militaire. Nous ne savions pas quel type d'armée nous allions affronter. Nous avions deux réservistes, mais ils ne connaissaient pas de techniques de combat, ni même comment faire une embuscade. Je vous le dis, cela a été très dur.

Le camarade Marulanda fut le seul qui se mit à étudier la tactique et la stratégie militaire.

### ***Quelle a été sa méthode?***

C'était un observateur, de tous les aspects de la vie humaine. Dans le domaine militaire, il observait, réfléchissait à la façon dont se comportaient la police et l'armée dans les combats. Il en tirait ainsi des enseignements.

Sans instructeur, c'est la pratique qui a été notre école. Nous avons appliqué une méthode qui, jusqu'à aujourd'hui, me paraît bonne: les réunions de bilan. Elles permettaient au guérillero d'exposer tout ce qu'il avait vu, senti, écouté. Ensuite, le camarade Marulanda résumait, et nous expliquait le pourquoi de nombreuses choses et erreurs.

Il en fut ainsi, jusqu'à ce qu'il voit la nécessité de se mettre à étudier. C'était un autodidacte de premier ordre. Il lisait Lénine, Marx, Bolivar, sur la guerre au Vietnam et la guerre de guérillas de Mao. Il lisait les manuels militaires, en particulier ceux de l'armée colombienne, car il disait qu'il fallait connaître l'ennemi de l'intérieur.

Nous sommes restés sans école d'instructeurs jusqu'en 1972. C'est le camarade Marulanda qui commença à donner des cours, à former des instructeurs, à transmettre l'expérience. C'est une partie de l'œuvre qu'il a laissée, en plus de la fidélité à la

cause. Cela représente 59 années de vie guérillera.

*(Un chien s'obstine à aboyer, attiré peut-être par la délicieuse odeur du repas qu'on prépare. Cela ne perturbe pas Jaime Guaracas. La tempête s'est arrêtée, mais les nuages gris ne discontinuent pas.)*

*Il a vidé d'un seul trait le verre de jus qu'on nous a apporté, pour la deuxième fois, préparé avec des fruits qui ne poussent que sur ces terres. Nous discutons déjà depuis un bon moment. L'évocation de tant de souvenirs semble lui insuffler une énergie supplémentaire. Il est temps de parler de thèmes actuels.)*

-----

***Que dites-vous des accusations qu'on porte sur les FARC ? Qu'il s'agit d'une «narcoguérilla», par exemple?***

Le gouvernement, la grande presse et beaucoup de ceux qui se disent intellectuels, à l'intérieur et hors de la Colombie, ont dit que les FARC avaient changé. Que c'était au départ un groupe qui avait un programme révolutionnaire, qui luttait pour la réforme agraire et que d'un moment à un autre, disent-ils, il s'est converti en ce qu'on nomme une «narco-guérilla». Et là on se dit: quelle manière de récupérer les termes selon leurs besoins !

Quand les groupes révolutionnaires ont fait leur apparition, on les appelait «vermine», ce qui est indigne. Peu après, on les a dénommés «communistes», en racontant que le communisme était ce qu'il y a de pire. En fait, ils disaient du communisme exactement ce qu'ils faisaient contre les Colombiens. Ensuite, on les a traités d'antisociaux, de criminels, de bandits et de tous les termes qu'on peut imaginer. L'accusation s'est transformée, jusqu'à ce qu'on arrive à celle de «narcoguérilla», un terme imposé par l'ex-ambassadeur étasunien, Lewis Tambs. Voyez

comme la vie est ironique: ce même personnage a été expulsé du Costa Rica pour narcotraffic!

***On critique beaucoup les FARC pour la détention de militaires et de policiers.***

Ils n'ont pas été kidnappés, ils ont été capturés au combat. Ce sont donc des prisonniers de guerre, comme le sont les guérilleros qui sont dans leurs prisons.

***Mais on ne peut pas en dire autant à propos des civils.***

Écoutez, pendant les négociations avec le gouvernement du président Andres Pastrana, les FARC ont libéré plus de trois cents militaires détenus. En revanche, pas un seul guérillero n'a été libéré, sachant que certains sont condamnés à des peines de cinquante et soixante ans et beaucoup d'entre eux sont malades.

Quand les FARC ont vu qu'il n'y avait aucune intention d'échanger des prisonniers, la décision fut prise de détenu des personnes politiquement importantes.

Pour Ingrid Betancourt, il n'a pas été nécessaire d'aller la chercher, car elle est entrée dans une zone de guérilla. Elle croyait qu'on ne savait rien de son appartenance à la bourgeoisie.

C'est que, dans cette guerre, la bourgeoisie n'a pas souffert!

Mais, même avec ces détenus, le gouvernement n'a pas réagi, car il n'était pas intéressé par la négociation avec échange de prisonniers, et encore moins par la paix. Uribe Velez ne jure que par la guerre.

***Puisque vous mentionnez madame Betancourt, comment s'est réellement passé son sauvetage?***

C'est une opération dans laquelle sont intervenus les Français, les Israéliens et les Étasuniens. Mais le point essentiel, c'est qu'elle et le groupe des quatorze sont partis grâce à l'offre de récompense économique faite aux deux principaux respon-

sables de leur surveillance. De plus, ils étaient peut-être entrés dans cette négociation depuis bien longtemps. Lors de la dernière preuve de vie qui a été remise, cette photo d'Ingrid où on la voit assise, le visage livide, a été arrangée.

Expliquez-moi: pourquoi les responsables de sa surveillance ont laissé partir la lettre envoyée à sa mère, où elle racontait tant de mensonges sur son état de santé et sur le traitement qu'elle recevait? A-t-elle eu besoin d'aide pour descendre de l'avion quand elle est revenue à Bogota ou à Paris? Les examens médicaux officiels qu'elle a faits à Paris, ont-ils montré un problème de santé?

Ceux qui se sont vendus ont cru à des promesses dont un exil doré à Paris. On ne leur a rien donné : ils sont toujours en prison et sont menacés d'extradition vers les États-Unis.

Il leur est arrivé la même chose qu'à l'assassin du commandant Ivan Rios, qui lui a coupé la main après l'avoir tué pour l'apporter à l'armée comme preuve: il a entrepris une grève de la faim en prison parce qu'ils n'ont pas tenu leur promesse. Et ils ne la tiendront pas.

C'est ainsi que le diable récompense ses bons serviteurs.

***Madame Betancourt dit qu'elle ne retournera pas en Colombie, parce qu'elle est un objectif militaire des FARC.***

Est-ce qu'avec cette histoire, elle et sa famille veulent susciter davantage de compassion et obtenir encore plus que les millions qu'ils ont obtenus avec les campagnes qui ont été réalisées et dans lesquelles tant de personnes naïves se sont laissées prendre? Ou bien lui faut-il gonfler un peu plus son ego démesuré ? L'importance politique qu'elle avait a disparu.

***Cette année 2008, les FARC ont reçu plusieurs coups durs. Est-il vrai que les FARC sont très affaiblies.***

Je ne dis pas que les FARC ont subi des coups mais des échecs. La mort de Raul Reyes, d'Ivan Rios et d'autres commandants sont des échecs. Avec la fuite d'Ingrid et du groupe des quatorze, j'en suis conscient et je le dis: c'est une bataille politique qu'on a perdue. Mais les guerres sont ainsi, on ne gagne pas des batailles tout le temps.

La direction s'est déjà restructurée. Alfonso Cano, le nouveau chef, a dit que le Manifeste Bolivarien suivait son cours, que les FARC continuent sur la même voie, militairement, politiquement et sur le plan organisationnel, et que les portes sont toujours ouvertes pour rechercher la paix et la justice sociale.

Tout le reste n'est que mensonge. Il faut arrêter de croire que les FARC seraient vaincues ou qu'elles auraient perdu le cap. Car les causes à l'origine de cette guerre n'ont fait que s'amplifier, se développer. Aujourd'hui, le peuple souffre et subit encore plus qu'en 1946. Aujourd'hui plus que jamais, le pays est dirigé depuis Washington: Uribe est un simple majordome.

***On répète que beaucoup de choses vont changer dans les FARC, avec Alfonso Cano, qu'elles vont devenir « plus politiques », ou bien qu'elles vont se démobiliser.***

Alfonso est un homme très intelligent et instruit. C'est un cadre politique qui va jouer un rôle important dans la direction, car dans les FARC la direction est collective. Quand elle se réunit, c'est là que tous les avis sont exposés, discutés et les décisions sont prises à la majorité. Personne ne peut éviter ce système.

Donc le fait de dire qu'avec Cano, il y a de grandes possibilités de reddition des FARC... tout cela n'est que spéculation.

***Encore combien d'années de guerre le peuple colombien devra-t-il supporter?***

Malheureusement, la paix n'est pas entre les mains des FARC, mais entre celles de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Si Uribe, qui se prend pour un super président, était un peu intelligent et voulait la paix, il pourrait commencer par donner une issue à la guerre avec un simple décret. Les FARC sont disposées à négocier à toute heure, mais pas n'importe où, pas à n'importe quelle condition, et pas pour obtenir des postes au Congrès pour ses dirigeants.

La Colombie a besoin de paix, mais pas d'une paix de la reddition: il n'est pas question de rendre les armes en échange de rien pour la grande majorité du pays.

Ce sont les besoins du peuple qui importent pour les FARC, car ses commandants vivent près du peuple et connaissent la souffrance de ce peuple.

***Une négociation politique peut-elle ouvrir le vrai chemin vers la paix?***

Regardez, les dialogues avec le gouvernement du président Pastrana, qui ont eu lieu dans la zone du Cauca, ont permis une véritable avancée. Un agenda commun a été signé; les points des FARC et ceux du gouvernement se rejoignent en un seul. Il suffisait de commencer à travailler.

Que s'est-il passé ? Washington et la bourgeoisie colombienne ont cru que c'était un pas vers la révolution. Alors ils ont préféré investir de nouveau dans la guerre. Sous l'impulsion du puissant consortium militaire étatsunien, bien évidemment. Car c'est lui, avec la grande bourgeoisie et le commandement militaire colombien, qui a fomenté la guerre pour remplir leurs coffres.

Il est certain que parmi les bourgeoisies latino-américaines, la co-

lombienne possède une caractéristique unique en son genre : contre ses opposants, elle recourt à l'application de la violence, de la mort. Elle veut tout résoudre en tuant ceux qui contredisent ses plans.

***D'où peut bien venir cette « caractéristique » de la bourgeoisie colombienne?***

Personnellement, je l'attribue aux Espagnols, mais il faudrait faire une enquête sociologique et psychologique qui nous dise quel genre d'Espagnol est arrivé en Colombie. Quel terrible héritage ils nous ont laissé, car la violence politique des puissants dans notre pays vient du temps de la colonie!

***Seules quelques personnes folles et intéressées croient qu'on peut en finir avec la guérilla par la voie militaire et par la violence contre le peuple, mais je ne vois pas non plus actuellement la possibilité pour la guérilla de prendre le pouvoir.***

Nous sommes réalistes. Pour le moment, nous ne pouvons pas les vaincre, mais un mal ne dure pas cent ans, un corps n'y résiste pas. Aucun changement social n'a été facile. Par contre, qu'on ne s'y trompe pas : tant que persistent les causes qui ont engendré la lutte, la guérilla sera invincible.

Leur propagande dit que le peuple colombien est fatigué de la guerre, et que c'est pour cela que de nombreuses personnes collaborent avec l'armée. Mais ce n'est pas vrai. S'il en était ainsi, la guérilla ne serait pas présente dans tout le pays.

La guérilla s'est repliée stratégiquement pour affronter le Plan Colombie. Les forces principales sont dans la forêt, mais il existe des combattants aux alentours de Bogota, Cali, Medellin. On ne se rend pas compte de leur présence, car il y a une base qui les cache et les soutient.

Les FARC ont organisé leur parti Communiste Clandestin, PCC, et le Mouvement Bolivarien pour une Nouvelle Colombie. Ils travaillent clandestinement avec les masses dans tout le pays, silencieusement.

Si on regarde avec objectivité, c'est Uribe le vaincu, car il n'a pas réussi à anéantir les FARC, malgré ses plans Colombie et Patrie. Avec Washington, ils ont gaspillé des milliards de dollars, et les FARC sont toujours là.

***Dites moi, si ce n'est pas par la voie militaire, comment l'État colombien et Washington pourraient réellement ébranler les FARC?***

Si tout cet argent qu'ils investissent dans la guerre et la répression, ils

l'investissaient plutôt dans la santé, l'éducation, la réforme agraire, cela remettrait peut-être en question l'existence des FARC.

Si l'on commençait à apporter des solutions aux problèmes qui constituent les causes du conflit, si l'on arrêta d'assassiner les opposants, cela ferait logiquement baisser la tension. Les FARC ne pourraient plus dire que le peuple souffre.

Donc l'establishment a la possibilité de résoudre ce conflit, tout de suite!

Mais non: Uribe, l'impérialisme et la bourgeoisie ont la grande illusion de pouvoir défaire militairement les FARC. Et là, je le répète, ils se trompent complètement.

Dans la situation actuelle du peuple colombien, j'ai la certitude que les FARC continueront d'exister. Les FARC sont prêtes à continuer la lutte, à résister et à vaincre.

\* Hernando Calvo Ospina est collaborateur du Monde Diplomatique. Nominé au Prix Lorenzo Natali pour le Journalisme, 2005, de la Commission européenne. Auteur, entre autres, de: Colombie, derrière le rideau de fumée. Histoire du terrorisme d'État, Le Temps des Cerises, Paris 2008

[Source Le Grand Soir Info  
<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7256>  
18.10.2008]

[Traduction Éic COLONNA]



<http://www.communisme-bolchevisme.net/>

## **Lune de miel entre l'impérialisme chinois et la bourgeoisie compradore taïwanaise**

Le mois de décembre 2008 a vu se produire un événement d'une grande portée illustrant la modification du rapport de forces inter-impérialiste en cours. Le 15 décembre 2008 à 8 heures, un premier avion chinois a décollé de Shanghai à destination de Taipei, la capitale de Taiwan. Cela faisait près de 60 ans qu'aucun vol direct n'avait relié l'île de Taiwan à la Chine.

Pour comprendre la signification historique de ce fait, revenons un peu en arrière.

En 1949, la Révolution bourgeoise-démocratique anticoloniale et

anti-féodale triompha en Chine. La bourgeoisie compradore chinoise fut vaincue et dut s'exiler en toute hâte. Deux millions de chinois liés aux impérialistes étrangers créèrent ainsi aussitôt un État 'chinois' fantoche dirigé par le Kuomintang. L'agression militaire de la Corée par l'impérialisme américain en 1949 devait permettre à l'impérialisme américain de prendre pied en Asie pour pouvoir poursuivre l'agression contre la Chine et y remettre en place le régime bourgeois-compradore du Kuomintang. Mais les forces anticoloniales coréennes appuyées par des

centaines de milliers de combattants volontaires chinois soutenus par l'URSS socialiste empêchèrent l'impérialisme américain de remporter une victoire militaire en Corée et d'imposer le colonialisme dans l'ensemble de l'Asie. La première puissance impérialiste perdit ainsi la Guerre de Corée (1949-1953), mais garda longtemps enfoui l'espoir de rappeler la bourgeoisie compradore du Kuomintang si l'occasion se présentait. Durant plus de vingt ans, la Chine fut ainsi représentée à l'ONU par la bourgeoisie compradore exilée de Taiwan dont la constitution préci-

sait à sa création que le gouvernement taïwanais du Kuomintang était « le seul gouvernement légal de la Chine, continentale comme insulaire ». La Chine nationaliste, elle, considéra Taiwan comme une province rebelle tombée aux mains du Kuomintang. À partir de 1971, les choses commencèrent cependant à tourner et les USA tendirent la main à la Chine nationaliste de Mao Tsé-toung qu'ils entendaient désormais utiliser dans leur rivalité avec l'URSS social-impérialiste, sans pour autant complètement abandonner leurs espoirs de remettre au pouvoir une bourgeoisie compradore en Chine, comme le prouvèrent les événements de Tianianmen en 1989.

Cependant, la jeune bourgeoisie impérialiste chinoise démontra dans les années 1990 qu'elle avait solidement établi son pouvoir et que l'afflux de capitaux étrangers n'y changerait rien. Mieux, cet afflux l'aida à renforcer sa puissance. Ainsi, au cours des années 1990, les dirigeants taïwanais ; sentant certainement le vent commencer à tourner, cessèrent de revendiquer ouvertement leur souveraineté sur la Chine continentale. Mais depuis le début du 21ème siècle et la montée fulgurante de l'impérialisme chinois sur les marchés commerciaux et financiers internationaux, un mouvement encore plus singulier s'est renforcé à Taiwan au sein même du Kuomintang : celui du rapprochement économique avec l'impérialisme chinois !

En 2007, le PIB de Taiwan, alors peuplée de près de 22 millions d'habitants, se montait à 383 milliards de dollars américains, soit 698 milliards de dollars américains à parité de pouvoir d'achat. Un montant représentant le dixième de celui de la Chine. À parité de pouvoir d'achat, le PIB par tête de Taiwan est comparable à celui de beaucoup de vieux

pays impérialistes (identique ou au plus 10 % inférieur à celui de pays impérialistes comme l'Italie, la France, l'Espagne ou le Japon (CIA World Factbook). Le poids économique réel de Taiwan représente donc le tiers de celui de la France. Pays atelier tributaire de ses exportations de produits industriels de haute technologie (ses exportations se montent ? 246 milliards de \$ US en 2007, soit près des deux tiers de son PIB !) – À l'instar de pays impérialistes comme le Japon et l'Allemagne –, Taiwan est aujourd'hui touché de plein fouet par la réduction des débouchés à l'exportation provoquée par la récession économique dans les vieux pays impérialistes. Taiwan ne détenait en effet que 109 milliards de dollars d'IDE en 2007, alors que le stock d'IDE entrant se montait à 93 milliards de dollars. Ainsi, en 2007, le solde de la balance des paiements de Taiwan était positif à hauteur de 32 milliards de dollars en 2007, dont 27 milliards avaient été assurés par le solde positif de sa balance commerciale.

Aujourd'hui pays atelier et pays impérialiste d'envergure régionale, Taiwan comprend que ses anciens partenaires sont en déclin : leurs débouchés commerciaux se réduisent et les placements financiers deviennent périlleux sur ces territoires où même les dernières grandes industries donnent des signes de faiblesse, obligeant les états bourgeois à venir à leur secours. En 2007 la Chine était déjà devenue le premier partenaire commercial de Taiwan, recevant près d'un tiers de ses exportations et lui fournissant près d'un septième de ses importations. Rien d'étonnant donc à ce qu'aujourd'hui, au gré du déclin évident des vieux pays impérialistes, la bourgeoisie compradore de Taiwan ouvre grands les bras au jeune et dynamique impérialisme chinois qui lui

offre des perspectives de débouchés commerciaux et financiers bien supérieurs à ceux de ses anciens partenaires impérialistes dangereusement ébranlés. Marx avait parfaitement cerné en quoi consistait le patriotisme de la bourgeoisie : « l'argent était la patrie de l'industriel » soulignait-il. En 1949, la bourgeoisie compradore taïwanaise se sentait 'américaine'. Aujourd'hui, alors que l'étoile de ses anciens alliés impérialistes décline et que celle de l'impérialisme chinois poursuit sa marche ascendante, les dirigeants du Kuomintang commencent à se sentir à nouveau chinois, puisque l'alliance avec la Chine impérialiste leur permet d'espérer pouvoir continuer à occuper une place importante sur le marché mondial !

Le 15 décembre 2008, s'est donc tenue en Chine une cérémonie consacrant l'ouverture de lignes maritimes aériennes et postales directes reliant Taiwan à la Chine. Au cours de cette cérémonie, les dirigeants bourgeois chinois et taïwanais présents ont souligné qu'ils attendaient de ces liaisons directes qu'elles réduisent le temps de transport (et donc les coûts) des flux de passagers et de marchandises transitant entre Taiwan et la Chine, devant ainsi amener à renforcer la « vitalité du développement des relations pacifiques trans-détroit ». Ainsi, ce ne sont pas moins de 74 ports marchands reliant la Chine continentale à Taiwan qui seront prochainement ouverts. Au cours de la cérémonie, Lin Feng-Chong (vice-président du Kuomintang) a appelé les « habitants des deux rives du détroit pour qu'ils mobilisent leur sagesse, leur passion et les efforts pour créer une nouvelle ère pour le peuple chinois ». (Journal de la télévision centrale de Chine, CCTV F, 15/12/2008) La bourgeoisie impérialiste chinoise et la bourgeoisie compradore taïwanaise n'ont pas caché espérer que ce rapprochement les

aidera à « minimiser l'impact de la crise économique mondiale » en « étendant la coopération dans les secteurs de la finance et de l'industrie ». Au cours du 4ème Forum économique, commercial et culturel inter-détroit tenu à Shanghai, Wu Poh-Hsiung (président du Kuomintang) s'est montré extrêmement favorable à ce réchauffement des relations au point de conseiller « d'ouvrir de nouveaux secteurs aux investissements », suivant ainsi le sens du courant impulsé par « la communauté d'affaires de Taiwan » qui « fait la promotion active des échanges économiques et de la coopération trans-détroit ». À la fin octobre, la Chine avait déjà approuvé 77 000 projets d'investissements taiwanais impliquant un volume d'investissements de plus de 47 milliards de dollars américains. (Journal de la télévision centrale de Chine, CCTV F, 20/12/2008)

Que le retournement de veste de la clique bourgeoise-compradore taiwanaise soit passé aussi inaperçu dans les médias des pays impéria-

listes rivaux de la Chine ne doit pas nous étonner !

À l'heure où les états des pays impérialistes en déclin tentent de sauver les meubles en soutenant à coup de protectionnisme bourgeois leurs dernières industries d'importance (renflouées en hâte afin d'éviter la faillite), le fait que les rats bourgeois-compradore de Taiwan quittent leur navire pour un autre a de quoi les inquiéter sérieusement : l'un de leurs 'quatre dragons asiatiques', qui est l'un des piliers du secteur de électronique de pointe, les a abandonnés pour aller renforcer la puissance industrielle et commerciale de leur principal concurrent !

Nul doute que cette alliance réjouit la bourgeoisie impérialiste chinoise qui doit déjà voir les immenses perspectives que ce partenariat lui ouvre dans tous les domaines industriels friands de hautes technologies tels l'aéronautique, l'aérospatiale et l'informatique : il suffira de donner comme exemple de la valeur de l'industrie taiwanaise le groupe Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) dont la capitalisa-

tion boursière se montait à plus de 54 milliards de dollars à la mi-2008...

Ce partenariat, permettant à la bourgeoisie impérialiste chinoise d'espérer pouvoir rapidement concurrencer les pays impérialistes en déclin dans un nombre croissant de domaines, constituera à n'en pas douter une 'arme anti-crise' bien plus efficace que les mesures de replâtrage adoptées par les pays impérialistes en déclin qui semblent avoir du mal ne serait-ce qu'à préserver son outil de production existant, ce qui permet à l'impérialisme chinois d'entrevoir avec sérénité son avenir sur la scène commerciale internationale, malgré la concurrence exacerbée par la contraction des débouchés provoquée par la récession dans les pays impérialistes en déclin !

En effet, seules les entreprises les plus fortes survivent au cours des périodes de crise, et les entreprises chinoises qui profiteront des raffinements techniques apportés par sa nouvelle alliée taiwanaise lui permettront d'accélérer encore la modification actuelle du rapport de forces inter-impérialiste en sa faveur !

---

## CHINE

### **« Sur le chemin de la modernisation socialiste de la Chine. »**

#### **Les thèses principales.**

Article du Professeur Zbigniew Wiktor, Université Wroclaw, Pologne paru dans le no de décembre (2008) de l'Édition anglaise de NSC.

Vu que plusieurs de nos lecteurs et lectrices le sont aussi de l'Édition anglaise, j'ai cru important, pour éviter certaines confusions d'analyser

quelques aspects de cet article du Professeur.

C'est d'autant plus important que Le Professeur est membre du Comité Exécutif du Conseil International, et jouit d'une grande popularité parmi plusieurs membres de notre organisation.

Zbigniew Wiktor écrit, « la Chine jouit d'un intérêt significatif à causes du caractère et de l'étendue de la modernisation socialiste et des réformes initiées, il y a 30 ans par le PCC sous la direction de cet homme remarquable qu'est Deng Xiaoping. »

Quelles sont donc, telles que décrites par le Prof. ces principales me-

sures de réforme et d'ouverture initiées par Deng Xiaoping ? Ce sont :

*-L'ouverture au monde extérieur en favorisant une coopération économique avec le Capital étranger et en utilisant l'afflux des capitaux étrangers mais de manière contrôlée. « ces investissements (1,8 milliards \$) (ce sont les chiffres du prof.) qui ont contribué à un grand changement dans la structure économique chinoise et ont créé des douzaines de millions de nouveaux emplois».*

*-La modernisation socialiste et les réformes ont créé une énorme croissance économique et aussi la réalisation de gros plans sociaux pour les citoyens de la RPC, résultant de l'axiologie marxiste». On peut se demander ce que peut bien être cette axiologie marxiste? Le Prof. ne nous le dit pas.*

Professeur Zbigniew Wiktor,  
Université Wrocław, Pologne



*«De nouvelles catégories, telles que le socialisme de marché et l'économie du marché socialiste furent créées». Et selon Deng Xiaoping, le socialisme de marché» consiste dans les principes suivants: « l'État*

*régularise le marché et le marché guide les entreprises». Bien sûr, Deng Xiaoping n'a rien inventé : cette maxime est celle de tous les révisionnistes. C'était la déségrégation de la planification centralisée.*

*«(En effet de quelle « économie planifiée » peut-on parler dans les conditions de la production marchande, sinon le grossier interventionnisme du capitalisme monopoliste d'État. On se demande comment des gens se réclamant du marxisme-léninisme, parviennent à voir des « survivances de socialisme » en Chine.) de Vincent Gouhysse dans son fameux livre : Impérialisme et anti-impérialisme.*

*« Il existe une théorie et une pratique du socialisme scientifique » dont la théorie nous est enseigné par Marx, Engels et Staline et dont les principes fondamentaux et les lois générales sont inéluctables pour tous les pays» (Enver Hoxha).*

Quand Lénine a affirmé que la jeune URSS ruinée et économiquement arriérée possédait tout ce qu'il fallait pour édifier le socialisme, le niveau de production par tête d'acier, de ciment et de houille était de 11 à 25 fois inférieur à celui des USA.

En 2006, l'impérialisme chinois **a produit autant d'acier que ses 6 concurrents impérialistes les plus puissants pris ensemble !**

N'est-ce pas *tout* ce dont avait besoin l'économie chinoise pour se développer *immédiatement* en comptant exclusivement sur ses propres forces, si la Chine était réellement un pays socialiste ? Cette production *gigantesque* ne serait-elle pas capable de fournir *immédiatement* la base matérielle et technique de la mécanisation socialiste des campagnes ? Assurément ! Seuls des *laquais* de l'impérialisme chinois peuvent passer ce fait sous silence ! Seuls des *anti-marxistes* peuvent faire écho à la théorie de la bourgeoisie impérialiste

chinoise selon laquelle la Chine «... en est au stade initial du socialisme. C'est bien ce que dit le pro en ajoutant que « la construction du socialisme et la modernisation d'une Chine accuse un retard économique et culturel. Cette phase va durer plus d'un siècle. Dans la construction du socialisme dans notre pays, il convient de partir de la situation propre à notre pays, notre voie doit être celle d'un socialisme aux caractéristiques chinoises...»

« Nos forces productives, de même que les sciences, les technologies et l'éducation accusent encore du retard, l'industrialisation et la modernisation ont encore un long chemin à faire... » (du XI Congrès du PCC). Cette stratégie des révisionnistes chinois, comme celle du Prof. Wiktor, n'a d'ailleurs rien de nouveau, elle découle en droite ligne des conceptions maoïstes sur la « démocratie nouvelle » et de la théorie trotskiste des forces productives, reprise par tous les opportunistes ! Un marxiste ne peut pas cautionner ces mystifications ! C'est fournir des armes à la bourgeoisie internationale pour couvrir de boue le socialisme authentique : c'est « défendre » le galimatias théorique et pratique des révisionnistes.

La Chine avait tout ce qu'il fallait pour édifier le socialisme en comptant sur ses propres forces.... les révisionnistes pro-chinois insistant sur « la nécessaire division socialiste internationale du travail, estimant erroné le mot d'ordre « compter sur ses propres forces».

*Les investissements directs étrangers (IDE) en Chine a été l'une des grandes réussites au cours des 10 dernières années. A partir d'une base de moins de 19 milliards de dollars en 1990, le stock d'IDE en Chine ont augmenté à plus de \$ 300 milliards à la fin de 1999. Le professeur insiste pour nous dire que ce fut la réalisa-*

tion de gros plans sociaux pour les citoyens de la RPC. Pour «l'énorme croissance économique», il n'y a aucun doute, on en parlera dans la suite, mais pour la réalisation de gros plans sociaux voyons ce en quoi elle consiste :

\* les inégalités sociales considérables se creusent.

Outre une grande bourgeoisie disposant de revenus très importants et consommant des produits de luxe, se constitue une « classe moyenne » comptant environ 150 millions de personnes disposant d'un revenu annuel entre 3000 et 6000 dollars, tandis que le revenu net annuel moyen des paysans est de 4.140 yuans, contre 24.932 dans les villes. Il y a 320 000 millionnaires en Chine et en l'an 2000, on comptait 30 millions de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

\* des dizaines de millions de Chinois sont sans terre.

\* l'agriculture chinoise reste sous-mécanisée.

\* il y a des millions de chômeurs.

\* les fermiers soulignent que la protection de leurs droits est aujourd'hui une question cruciale.

\* dans les campagnes la paysannerie est grevée par les impôts.

\* l'école n'est gratuite que pour la population urbaine, des dizaines de millions de migrants ruraux dont les revenus sont insuffisants sont contraints de compléter leurs revenus à l'aide d'emplois non agricoles, voir à intégrer les vagues de l'exode rural sans pouvoir se faire accompagner de leurs familles, un pays où dans les campagnes, il est courant que le rôle de l'usurier soit joué par le potentat local du Parti « communiste » ? Ici, on est largement au-delà de la persistance de tares de l'ancienne société !

\* Un média en Chine a révélé qu'il y avait 67.000 petites et moyennes entreprises qui avaient fermé dans les six premiers mois de

cette année. Dans la seule province du Guangdong, il y a plus de 25.000 cas de faillites ou d'avis de cessation d'activité qui ont été déposés par les sociétés dont le siège social est domicilié à Taiwan ou en Corée du Sud. Le problème a empiré après le mois de juin 2008. La fermeture d'usines dans le delta de la rivière des Perles et le delta du fleuve Yangtze a provoqué la perte de leur emploi pour 10 millions de travailleurs migrants.

Voilà ce qu'a apporté la renonciation à la planification et à la centralisation économiques, pour adopter le système de l'économie de marché socialiste. Voilà bien ce qu'est « le socialisme à la chinoise » ce nouveau modèle de développement, spécifique à la nation chinoise.

Cette mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture en Chine ont valu à celle-ci éloges et admiration de tous les révisionnistes et de plusieurs soi disant marxiste-léninistes et denguistes tel que le professeur.

Pour Deng Xiaoping, le « *socialisme de marché* » *consiste dans les principes suivants* : « *l'État régularise le marché et le marché guide les entreprises* ». Bien sûr,

Deng Xiaoping n'a rien inventé : cette maxime est celle de tous les révisionnistes et même des économistes bourgeois-keynésiens ! De quelle « économie planifiée » peut-on parler dans les conditions de la production marchande, sinon le grossier interventionnisme du capitalisme monopoliste d'État ? En quoi cela diffère-t-il d'ailleurs du mot d'ordre de « **contrôle du Capital** » de Sun Yat-sen et Mao ?

Au dire du Prof. Zbigniew Wiktor « *la modernisation et les réformes de Deng Xiaoping étaient basées sur l'assomption que le dogmatisme de Mao devait être abandonné* » et que « *le PCC considérait que la Chine est encore à son stade initial du socia-*

*lisme et que la petite économie dominait la campagne et qu'elle avait besoin d'être dirigé vers un développement rapide sous le contrôle légal de l'État et de l'économie socialiste de l'État* ».

Ce qu'il y a de plus remarquable dans cet article du Prof. c'est que non seulement « *le marché n'a pas à être une catégorie et un mécanisme étrangers pour l'économie socialiste mais peut contribuer au dynamisme et à la modernisation dans l'économie socialiste et influencer les discussions théoriques sur les thèses essentielles du socialisme et de l'économie marxiste.* »

En réponse, voyons ce qu'Enver Hoxha nous en dit « *ce déni des enseignements théoriques et pratiques les plus fondamentaux de l'édification socialiste, au profit de l'épanouissement d'un « socialisme de marché », n'est rien d'autre que la société bourgeoise travestie au moyen de slogans mystificateurs* ».

« Au contraire des révisionnistes qui spéculent sur « *le développement créateur du marxisme-léninisme* » « *dans les conditions propres de chaque pays* » afin de « *nier les principes fondamentaux du marxisme-léninisme* », « *couvrir leur trahison* », et imposer leur « *socialisme spécifique et national* », « *pour nous détourner des principes universels du marxisme-léninisme comme de la construction du socialisme et de toute généralisation de l'expérience soviétique* », Enver Hoxha « *insistait sur le fait que les marxistes-léninistes conçoivent «... le développement créateur du marxisme-léninisme non pas comme la négation de ses fondements, mais comme l'enrichissement de cette théorie par des conclusions nouvelles dégagées de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière et du développement des sciences... Le marxisme-léninisme est une science et*

*les lois objectives qu'il a développées sont des vérités absolues... Elles ne peuvent pas vieillir ni devenir caduques... Les questions fondamentales de l'édification du socialisme sont communes à tous les pays, les lois du développement de la société ne connaissent pas de frontières nationales* ». De plus l'article affirme que « *le PCC a considéré que la Chine est encore dans le stage initial du socialisme, alors que la petite économie domine la campagne et qu'elle a besoin d'un rapide développement qui ne peut être achevé que par une étroite coopération internationale et par le capital étranger* ».

Quand Lénine a affirmé que la jeune URSS ruinée et économiquement arriérée possédait tout ce qu'il fallait pour édifier le socialisme, le niveau de production par tête d'acier, de ciment et de houille était de 11 à 25 fois inférieur à celui des USA. En 2006, l'impérialisme chinois a **produit autant d'acier que ses 6 concurrents impérialistes les plus puissants pris ensemble !**

N'est-ce pas tout ce dont avait besoin l'économie chinoise pour se développer *immédiatement* en comptant exclusivement sur ses propres forces, si la Chine était réellement un pays socialiste ? Cette production *gigantesque* ne serait-elle pas capable de fournir *immédiatement* la base matérielle et technique de la mécanisation socialiste des campagnes ? Assurément ! Seuls des *laquais* de l'impérialisme chinois peuvent passer ce fait sous silence ! Seuls des *anti-marxistes*, tel que le pro. Wiktor, peuvent faire écho à la théorie de la bourgeoisie impérialiste chinoise selon laquelle la Chine «... *en est au stade initial du socialisme. C'est une période historique que l'on ne peut contourner dans la construction du socialisme et dans la modernisation d'une Chine qui accuse un retard économique et culturel. Cette phase*

*va durer plus d'un siècle. Dans la construction du socialisme dans notre pays, il convient de partir de la situation propre à notre pays, notre voie doit être celle d'un socialisme aux caractéristiques chinoises... Nos forces productives, de même que les sciences, les technologies et l'éducation accusent encore du retard, l'industrialisation et la modernisation ont encore un long chemin à faire.*»

Cette stratégie des révisionnistes chinois n'a d'ailleurs rien de nouveau, elle découle en droite ligne des conceptions maoïstes sur la « démocratie nouvelle » et de la théorie trotskiste des forces productives, reprise par tous les opportunistes ! Il est évidemment impossible à un marxiste de cautionner ces mystifications ! C'est fournir, comme le fait si bien le Prof. Wiktor, des armes à la bourgeoisie internationale pour couvrir de boue le socialisme authentique : oser défendre le socialisme à la chinoise, c'est « défendre » le galimatias théorique et pratique des révisionnistes, c'est objectivement se poser en paravent de la bourgeoisie internationale !

**Que d'anti-marxisme ! On voit bien là la souscription à la théorie des forces productives.**

«Comment peut-on coller l'étiquette « socialiste » à un pays où l'exploitation du prolétariat (urbain et migrant) atteint un degré extrême, un pays où dans les campagnes la paysannerie grevée par les impôts fraude massivement (à la fin des années 1980, quand 95 millions d'hectares de cultures étaient déclarées cultivées, un recensement aérien trouvait 144 millions d'hectares), un pays où l'école n'est gratuite que pour la population urbaine, un pays où des dizaines de millions de migrants ruraux dont les revenus sont insuffisants sont contraints de compléter leurs revenus à l'aide d'emplois non agricoles, voir à intégrer les vagues de l'exode rural

sans pouvoir se faire accompagner de leurs familles, un pays où dans les campagnes, il est courant que le rôle de l'usurier soit joué par le potentat local du Parti « communiste » ? (V.G.)

**Comment dès lors juger le verbiage « révolutionnaire » des maoïstes « de droite » qui continuent encore aujourd'hui à voir des survivances de « socialisme » en Chine ?**

Comment le Prof. peut-il coller l'étiquette « socialiste » à un tel pays.

Et voilà son plat de résistance: «*la modernisation socialiste et l'économie de marché sont mis en œuvre selon certaines règles:*»

1. *Le socialiste doit être promu.*
2. *La dictature du peuple (le prolétariat) doit être soutenue.*
3. *Le rôle principal du PCC doit être accepté,*
4. *Le léninisme marxiste, les idées de Mao Tsé-Tung, la théorie de Deng Xiaoping et la théorie de Trois Représentations doivent être acceptées.*
5. *Le socialisme en Chine doit être construit selon les spécifications et caractéristiques chinoises, en prêtant attention à la création d'une société harmonieuse et modérément riche.*
6. *Dans la politique de relations internationale de paix, la lutte contre les menaces de guerre et contre l'hégémonie opposée doit être promue.*

Que d'absurdités et contradictions dans ce texte. Relevons-en quelques unes:

\* Comment la dictature du peuple et celle du prolétariat peuvent être identiques,

\* Comment peut-on mettre en pratique en même temps ce qui est antagonique: Le léninisme marxiste, les idées de Mao Tsé-Tung, la théorie de Deng Xiaoping et la théorie de Trois Représentations, etc. J'estime que ce qui a été dit déjà est suffisant

pour démontrer toute l'inconsistance et la stupidité de ces règles.

Je m'arrêterai seulement sur la politique des **trois représentations** qui est une politique développée par Jiang Zemin pour le Parti communiste chinois. Cette théorie explicite les trois catégories que le PCC se doit de représenter : les « forces productives progressistes », la culture chinoise moderne et les « intérêts fondamentaux de la majorité de la population » chinoise. Les trois représentations sont interprétées comme un moyen pour le PCC d'intégrer les élites économiques issues de la libéralisation de 1978 dans l'appareil du PCC.

Jiang parle pour la première fois de la théorie des trois représentations en février 2000. En 2001, lors du 80e anniversaire de la fondation du PCC, Jiang formule la théorie des trois représentations :

*« En un mot, notre Parti doit toujours représenter les demandes de développement des forces productives progressistes chinoises, représenter l'orientation de la culture d'avant-garde et représenter les intérêts fondamentaux de la majorité de la population du pays. »*

La théorie est ensuite inscrite dans les statuts du PCC lors du 16e congrès en novembre 2002 et dans la constitution nationale en mars 2003.

Le fondement de cette théorie est double. Elle légitime l'inclusion du capitalisme et des entrepreneurs privés au sein du parti communiste. C'est un essai pour raccorder l'héritage historique de Jiang Zemin à une théorie marxiste du même niveau que celle de Mao Zedong ou celle de Deng Xiaoping pour un socialisme aux caractéristiques chinoises.

Il y a de nombreuses difficultés à interpréter cette théorie même beaucoup de Chinois, y compris des membres du parti, la trouve incompréhensible. Un des buts principaux

des trois représentations était de changer le PCC en un parti de gouvernement plus démocratique. Elle ouvrait le parti à la « grande majorité du peuple de Chine » y compris les hommes d'affaires et les dirigeants d'entreprises.

C'était, À la manière de Krouchtchev, l'abandon de dictature du prolétariat, l'abandon de la lutte de classe et l'introduction de tous les éléments qui contribuent à faire de la Chine une grande puissance impérialiste.

N'oublions pas que la trahison totale du socialisme et du Marxisme-Léninisme a commencé avec l'adoption des théories de l'état et du parti de tout le peuple et le passage pacifique au socialisme.

Il y a une thèse très importante que le Prof. Wiktor a oublié de mentionner, c'est celle de l'exportation des capitaux et des marchandises, qui constituent pourtant, nous dit Lénine, « les traits essentiels de l'impérialisme ».

On peut noter qu'à l'époque actuelle les traits principaux de l'impérialisme sont toujours les mêmes. L'impérialisme, c'est toujours l'hégémonie commerciale et financière de quelques États bourgeois puissants qui via l'exportation de capitaux et aujourd'hui également via une nouvelle division internationale du travail, vivent de l'exploitation des pays dépendants.

L'impérialisme, c'est aussi l'exportation de marchandises et de services

Il faut également souligner que l'exportation de capitaux peut revêtir la forme d'IDE, (investissements directs à l'étranger) mais pas seulement. En effet, pour certains pays impérialistes (comme le Japon, l'Allemagne et la Chine) qui se portent massivement acquéreurs d'emprunts et d'obligations d'État émises par les pays impérialistes les

plus en déclin (comme les USA et le Royaume-Uni), afin de financer le déficit du compte courant de leur balance des paiements), les IDE représentent une faible part du total des revenus des investissements. Depuis 2005, le solde positif des revenus de ce type d'investissements est supérieur au solde négatif des revenus des IDE, faisant de la Chine un pays impérialiste puissant sur le plan commercial, mais aussi financier.

Les exportations chinoises devraient enregistrer une croissance de 15% en volume en 2009 malgré l'impact de la crise financière et le recul de l'économie globale, a indiqué un expert du Ministère chinois du Commerce (MCC).

Selon l'Administration générale des Douanes, le volume du commerce extérieur de Chine a atteint 2 189 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de l'année, en augmentation de 24,4% par rapport à la même période de 2007.

Les réserves chinoises en devises avaient atteint 1 330 milliards de dollars à la fin juin.

Les exportations chinoises se sont établies à 546,7 milliards de dollars au premier semestre de l'année, en croissance de 27,6 % par rapport à la même période de l'année dernière, faisant progresser l'excédent commercial chinois de 83 % à 112,5 milliards de dollars.

La Chine est la troisième puissance commerciale du monde, derrière les États-Unis et l'Allemagne.

Selon ces discours, il fallait encore saisir les occasions favorables, accélérer la réforme et l'ouverture pour concentrer toute l'énergie sur le développement économique. Ceci dans le but de sans cesse faire progresser le socialisme à la chinoise.

C'est ce qui fait dire au Prof. « que les principales contradictions en Chine ne sont pas celles apparentées à la lutte de classe mais celles appa-

rentées au besoin croissant de la société chinoise et à l'habileté de les satisfaire à cause d'une base productive arriérée.

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *merchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Il se constitua un énorme "excédent de capitaux" dans les pays avancés.

Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la "maturité excessive" du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements "avantageux" font défaut au capital.

Les exportations chinoises devaient enregistrer une croissance de 15% en volume en 2009 malgré l'impact de la crise financière et le recul de l'économie globale, a indiqué un expert du Ministère chinois du Commerce (MCC).

Selon l'Administration générale des Douanes, le volume du commerce extérieur de Chine a atteint 2 189 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de l'année, en augmentation de 24,4% par rapport à la même période de 2007.

Les réserves chinoises en devises avaient atteint 1 330 milliards de dollars à la fin juin.

Les exportations chinoises se sont établies à 546,7 milliards de dollars au premier semestre de l'année, en croissance de 27,6 % par rapport à la même période de l'année dernière, faisant progresser l'excédent commercial chinois de 83 % à 112,5 milliards de dollars.

La Chine est la troisième puissance commerciale du monde, derrière les États-Unis et l'Allemagne.

Selon ses discours, il fallait encore saisir les occasions favorables, accélérer la réforme et l'ouverture pour concentrer toute l'énergie sur le développement économique. Ceci dans le but de sans cesse faire progresser le socialisme à la chinoise.

C'est ce qui fait dire au Prof. « que les principales contradictions en Chine ne sont pas celles apparentées à la lutte de classe mais celles apparentées au besoin croissant de la société chinoise et à l'habileté de les satisfaire à cause d'une base productive arriérée.

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *merchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*. Il se constitua un énorme "excédent de capitaux" dans les pays avancés.

Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre

relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays atardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la "maturité excessive" du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements "avantageux" font défaut au capital.

Chers lecteurs et lectrices, j'estime qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans la critique de cet article du professeur. On a constaté comment ce professeur confond et assimile (de la manière la plus éhontée et la plus grossière) les marxistes-léninistes et révisionnistes afin de se poser en marxiste révolutionnaire.

Mes critiques ne sont pas une attaque personnelle, nous devons être les « les partisans d'une critique franche entre camarade, favorisant l'autocritique. Pour nous, l'unité n'est pas l'absence de débats, une telle unité ne profiterait pas à l'essor de la lutte de classe, mais nécessite au contraire d'intensifier les débats, sur la base du matérialisme dialectique évidemment.

Il ne faut pas perdre nos perspectives. Il ne faut pas oublier que les activités de notre organisation se déroulent dans le cadre d'une lutte de classe qui devient de plus en plus acharnée.

De là, l'importance de notre travail idéologique et éducatif. De là l'importance des Éditions de NSC

Dr Adélarde Paquin

**Communiqué: du Collectif des Militant(e)s du Maroc, de l'Immigration d'Action et de Lutte.**

## **Halte aux massacres en Palestine**



communautaire», mais d'une idéologie de haine!

Les régimes réactionnaires arabes soutiennent les massacres et toutes formes de crimes car ils sont instrumentalisés par l'impérialisme mondiale à leur tête les USA et Israël.

Le peuple palestinien n'a rien à attendre de ses régimes à la solde de l'ennemie principale.

Nous disons haut et fort que les pour parlé de paix, élus d'origines arabes qui se sont représentés aux élections, ou d'autres candidates éventuels qui se présenteront, ou des « interpellations de députés, ou des institutions qui «exerceront le poids, ne sont rien 'autres que des mascarades, des illusions qui n'apportent rien que Vent d'Hiver, c'est une autre façon pour se berner.

Israël ne se préoccupe ni de l'ONU, ni des Institutions, et tégés par l'Europe et l'Amérique impérialistes. Israël est un État gendarme qui a été créer pour contrôler le Moyen Orient, les ressources naturelles entre autre le Pétrole; un facteur essentiel pour protéger les régimes réactionnaires qui oppriment les peuples arabes, du régime fasciste en Turquie un des Bastion de l'OTAN qui opprime son peuple et les rebelles du Kurdistan Nord.

Cette coalition entre réactionnaires, sionistes, fascistes, et impérialiste constitue cette contradiction

principale entre impérialiste et peuples opprimés.

Face à la logique coloniale, soutenons le combat de la résistance du peuple palestinien.

Notre Collectif réaffirme la logique de la légitimité de la résistance, un peuple opprimé, a le droit de résister pour conquérir sa libération!

Notre Collectif réaffirme son soutien inconditionnel à l'Intifada de l'ensemble du peuple palestinien en lutte, nous sommes d'accord sur la position du FPLP qui demande la démission de Mahmoud Abas.

Nous réaffirmons le droit de retour des réfugiés palestiniens chassés en 1948, en 1967, par les colons sionistes.

Nous réaffirmons notre soutien aux révolutionnaires Palestiniens détenus dans les geôles sionistes, pour la libération de Ahmed Saâdat, secrétaire générale du FPLP, de George Ibrahim Abdallah détenus en prison en France depuis 1984.

Israël est un État colonialiste qui a expulsé le peuple palestinien de sa terre en 1948 et annexé le reste de la Palestine en 1967 !

Depuis sa création en tant que bras de l'impérialisme, l'État sioniste pratique le racisme et étend ses colonies, massacre, torture, bombarde à destruction massive!

L'État néocoloniale n'est que le reflet de ce qu'il en réalité, le Sionisme équivaut à l'expansionnisme, à l'épuration ethnique, au fascisme!

Le Sionisme n'a rien d'un « idéal

**A bas l'État Sioniste d'Israël!**

**A bas les régimes réactionnaires des État oppresseurs arabes complices d'Israël!**

**A bas le régime fasciste de l'État fasciste en Turquie bastion de l'OTAN complice d'Israël!**

**Résistance ou résistance!**

**Révolution jusqu'à la victoire!**

**Palestine vivra**

**Palestine vaincra**

# Peut-on défendre Israël?

Michel Collon

Parmi les nombreux messages qui me parviennent, un petit nombre veut défendre Israël en invoquant tel ou tel comportement palestinien. Voici, en quelques mots, une brève réponse.

Je pense qu'il faut toujours en revenir au point de départ: Israël est un État colonialiste qui a chassé les Palestiniens de leur terre en 1948. Il refuse leur retour qui ne serait pourtant que le respect du droit.

Avec ses colonies, cet État raciste ne cesse de pratiquer le nettoyage ethnique pour continuer à augmenter son territoire. Il viole toutes les résolutions de l'ONU depuis soixante ans, se sachant protégé par l'Europe et les États-Unis. Ceux-ci ont besoin d'un gendarme au Moyen-Orient pour contrôler le pétrole. Israël se plaint des armes nucléaires éventuelles chez ses voisins, mais il a lui-même deux cents têtes nucléaires, installées en toute illégalité.

Israël se prétend "la seule démocratie au Moyen-Orient" (comme si un régime d'apartheid pouvait être démocratique!). Mais les alliés d'Israël au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Koweït, Égypte...) sont des dictatures abominables. En plus, lorsque les Palestiniens de Gaza «votent mal», Israël les punit par des blocus et des agressions sans fin.

Ceux qui critiquent certains mouvements palestiniens actuels, oublient de dire que précédemment, Israël a tout fait pour détruire les mouvements palestiniens de gauche ou nationalistes. Et qu'il a systématiquement refusé de négocier avec Arafat tout en prétendant le contraire.

Tout ceci peut être prouvé par des études d'historiens (notamment israéliens), des déclarations de tous les grands dirigeants sionistes eux-mêmes et des témoignages de juifs progressistes d'aujourd'hui.

Les colonialistes se plaignent de tirs de roquettes et d'attentats. Certes, toutes les méthodes de lutte ne conviennent pas. Mais puisque les oppresseurs, surarmés, ont privé les opprimés de tout moyen d'action légal, ils seraient bien aimables de dire comment il convient de résister.

Il n'y aura pas de solution au Moyen-Orient sans établir une vraie démocratie, pour tous. Et donc accorder tous leurs droits aux Palestiniens.

Certes, des Israéliens souffrent également (d'ailleurs, ils souffrent aussi de la pauvreté et de discriminations racistes imposées par les dirigeants israéliens). Internet nous permet d'ouvrir avec chacun, ici et là, un débat sur les véritables causes du problème. En dénonçant les médias mensonges et les déformations de l'histoire.

Pas de paix sans Justice!

Michel Collon, 28 décembre 2008

## Bulletin d'abonnement à l'«ÉDITION FRANÇAISE DE NSC»

Nom prénom: \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

Tarif unique Canada et étranger : \$30,00 (6 parutions)

Chômeurs, retraités et étudiants: \$20,00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements annuels de soutien.

Au nom de : Dr Adelard Paquin, 6801 Blvd. Gouin Est, #102,  
Montreal Nord, Quebec Canada H1G 6L2